



OCTOBRE 2018

"C'était quand la dernière chance?"

- ▶ La fin du monde p.1
 - ▶ Pétrole: les risques d'un baril à 100 dollars p.3
 - ▶ L'Arabie Saoudite peut-elle provoquer une crise pétrolière ? p.6
 - ▶ « Champion de la terre » : c'est Trump qu'il convenait de choisir ! p.7
 - ▶ Les pistes de la science pour lutter contre le réchauffement climatique p.9
 - ▶ Quand la catastrophe planétaire est notre boulot quotidien p.11
 - ▶ L'utilisation des matières premières doit doubler d'ici 2060 p.16
 - ▶ Biodiversité: «Le modèle de développement durable a montré sa faillite ces quinze dernière années» p.17
 - ▶ NATURE : Les insectes disparaissent rapidement à travers le monde entier p.19
 - ▶ Le choix fatal de Humpty-Dumpty (Dmitry Orlov) p.22
 - ▶ Le pétrole de schiste croule sous les dettes (Philippe Gauthier) p.26
 - ▶ Tout va s'écrouler ? Même pas peur ! (Michel Sourrouille) p.28
 - ▶ Une catastrophe prédite il y a déjà fort longtemps (Michel Sourrouille) p.29
 - ▶ ECOLOGIE PUNITIVE... (Patrick Reymond) p.30
- SECTION ÉCONOMIE**
- ▶ « Baisse des marchés. On n'a encore rien vu selon JC Trichet ! » (Charles Sannat) p.32
 - ▶ Délire ! L'Italie maintient son budget et l'Europe le rejette ! (Charles Sannat) p.35
 - ▶ À fleurets mouchetés (François Leclerc) p.36
 - ▶ Tous égaux devant la guerre, la révolution, la peste ou un krach (Jim Rickards) p.37
 - ▶ Or, actions, matières premières : quel avenir ? (Bill Bonner) p.40
 - ▶ Déconstruction de la monnaie (Simone Wapler) p.42
 - ▶ L'heure tourne pour la dette mondiale (Bill Bonner) p.45
 - ▶ Comment la classe moyenne se fait évincer par l'élite (3 / 4) (Jim Rickards) p.48
 - ▶ Le déclin de la Deutsche Bank n'est pas que boursier ou financier, c'est un reflet (Bruno Bertez) p.55
 - ▶ Les deux grandes dérives du capitalisme mondial p.56
 - ▶ Éditorial dans lequel nous faisons le service après vente de *notre conseil du siècle*. (Bruno Bertez) p.59

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

La fin du monde

par Marc Weitzmann 21/10/2018 , FranceCulture.fr

Nous parlerons du livre :

"Le Mal qui vient. Essai hâtif sur la fin des temps" de Pierre-Henri Castel en compagnie de Pierre-Henri Castel, de Jean-Baptiste Fressoz et de Paul Jorion.



Hot temperatures and deforestation have reduced water level at Los Laureles and Concepcion to 50 percent of their capacity which will soon cause water rationing in the Honduran capital. •

Crédits : Orlando SIERRA / AFP - AFP

C'est un livre de moraliste qui ne propose pas de solution et qui n'éclaire pas la décision politique . (...) Il est aujourd'hui difficile de mobiliser une heuristique de la peur. La crise environnementale que nous vivons est liée à des processus lents, mystérieux... L'angoisse peut être paralysante. Elle pose la question de la hâte: prélever au détriment des autres les dernières richesses (Pierre-Henri Castel)

L'une des façons dont se raconte l'époque est sans aucun doute le sentiment de sa fin. Le How it ends. Annihilation. La nuit a dévoré le monde. Anna and the apocalypse. Hurricane, sont par exemple les titres de quelques-uns seulement des films sortis depuis le début de cette année. La plupart, bien sûr traitent des conséquences apocalyptiques du réchauffement climatiques que même Donald Trump ne conteste plus. Le monde se meurt, la catastrophe en cours est immense, peut-être sans précédent dans l'histoire humaine, écrivait ainsi l'astrophysicien Aurélien Barrau, dans une tribune parue sur le site Diakritik le 27 août dernier, soit par hasard la veille de la démission de Nicolas Hulot. Le mois suivant une pétition appelant à "éviter le pire" publiée dans le Monde réunissait 400 signatures parmi lesquelles Isabelle Adjani, Alain Delon, Emmanuel Carrère, Ethan Hawke, Christopher Hampton, Tim Robbins, le chanteur Raphaël et Isabella Rosselini. Le 8 octobre enfin paraissait le dernier rapport du GIEC, le Groupe d'Expert Intergouvernemental sur l'Evolution, montrant que si rien n'est fait à l'échelle mondiale, la température à la fin du siècle aura augmenté de 5,5°.

Mais le sentiment de cataclysme qui traîne dans l'air est-il la seule conséquence de ces mauvaises nouvelles ? Ou faut-il y ajouter la crise des réfugiés en Europe et, plus généralement, de la situation politique mondiale inédite depuis la fin de la seconde guerre mondiale ? Qui n'a pas eu le sentiment d'une catastrophe tragique en voyant Trump arriver au pouvoir ? Des amis brésiliens avec qui je parlais ce matin évoquaient l'apocalypse des prochaines présidentielles. Et que dire du meurtre d'un journaliste dans le Consulat de l'Arabie

Saoudite à Ankara ou de certains experts américains qui estiment à 25% le risque d'un conflit nucléaire entre les USA et la Corée du Nord avant la fin du mandat Trump ? La fin de la guerre froide a fait croire un temps que l'équilibre de la terreur nucléaire était à ranger aux oubliettes, que le monde allait désormais avancer vers le progrès. Dix-huit ans plus tard, ce n'est pas au retour de l'Histoire que l'on assiste, mais au sentiment dominant que le monde tout entier est entré dans un temps chaotique qui prélude peut-être, si rien n'est fait, à la fin de tout.

La plupart de ceux qui écrivent sur ce sujet tirent la sonnette d'alarme. Il faut éveiller les consciences, il faut se mobiliser si l'on veut avoir une petite chance d'éviter la catastrophe. Un petit ouvrage qui sort en ce moment, le mal qui vient, prend un point de vue tout à fait différent. Il ne s'agit pas d'un livre sur l'écologie ou sur la tyrannie politique mais d'un livre de morale à mi-chemin entre la philosophie et la psychanalyse, qui part d'un constat glaçant : l'apocalypse est inévitable. Les hommes de la fin, ce sont nous. La questions qui se pose n'est plus de l'éviter mais de savoir comment la vivre.

_ La pensée de l'effondrement est extrêmement dangereuse. Elle est très ancienne. Nous avons le résultat de ce que nous avons voulu. Mais il ne s'agit pas d'une catastrophe à venir. Les sociétés sont dès à présent impactées, de manière très inégalitaire. Les riches des pays riches n'ont pratiquement rien à craindre dans un temps relativement long. En revanche, les pauvres des pays pauvres sont déjà très lourdement impactés. _Jean-Baptiste Fresso

Nous vivons sur une bande extrêmement étroite qui se réduit comme peau de chagrin. Nous devons construire la représentation la plus lucide possible de l'état du monde aujourd'hui. Et cette représentation conduit à la peur. Paul Jorion

Pétrole: les risques d'un baril à 100 dollars

Par Martine Orange Présenté par Jean-Marc Jancovici · Dimanche 21 octobre 2018



Article original (version abonnés) : <https://www.mediapart.fr/journal/international/201018/petrole-les-risques-dun-baril-100-dollars>

L'embargo iranien décrété par Donald Trump deviendra effectif le 4 novembre. Mais déjà, l'économie mondiale en voit les effets : le prix du pétrole flambe. Les pays importateurs en accusent le contrecoup. L'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi obscurcit la situation. Désigné comme le commanditaire de ce meurtre, Riyad menace d'utiliser en représailles l'arme du pétrole, brisant ainsi un tabou de 45 ans.

C'est un des impensés les plus surprenants de la période. Alors que, ces dernières années, les responsables politiques et économiques se félicitaient du faible prix du pétrole, y voyant un

soutien pour la relance de la croissance, aucun ne s'attarde aujourd'hui sur l'envolée du prix du baril. Le président de la Banque centrale européenne Mario Draghi souligne tout juste une remontée de l'inflation liée au prix de l'énergie, comme s'il ne s'agissait que d'un petit désagrément pour les ménages lorsqu'ils passent à la pompe. Pourtant, c'est bien l'un de ces « chocs externes », dont les banquiers centraux soulignent les risques, qui est en train de frapper une économie mondiale plus carbonée que jamais.

En un an, les cours du Brent (pétrole de la mer du Nord qui sert de référence sur les marchés européens) ont augmenté de 50 %, dépassant les 57 dollars pour atteindre le pic de 85 dollars ces derniers jours. Comme dans le même temps, le dollar s'est surenchéri par rapport à toutes les autres monnaies, la hausse est encore plus élevée, frappant l'ensemble de l'économie réelle. Depuis 2014, l'OPEP, sous la férule du prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane, tente régulièrement de monter des accords pour limiter la production afin de faire remonter les prix du pétrole, tombés autour de 50 dollars le baril. Mais c'est Donald Trump qui, finalement, a provoqué l'envolée des cours que le cartel des pays producteurs espérait. En déclarant unilatéralement la rupture de l'accord nucléaire avec l'Iran et décrétant un nouvel embargo sur tous les échanges avec Téhéran, y compris sur le pétrole, le président américain a provoqué la flambée des cours.

La perspective de devoir de se passer du pétrole iranien a créé la panique sur les marchés pétroliers. Plus l'échéance de l'embargo se rapproche – il doit devenir effectif le 4 novembre –, plus les tensions s'attisent. La production iranienne a déjà diminué, passant de 3,80 millions de barils par jour à 3,36 millions de barils en septembre, son plus bas niveau depuis deux ans et demi selon l'Agence internationale de l'énergie (AEI). Par peur des sanctions américaines, les acheteurs occidentaux ont déjà commencé à réduire leurs achats, avant la date fatidique. Même si la Chine a déjà annoncé qu'elle continuerait à s'approvisionner en Iran, au détriment de ses achats de pétrole américain, tombés quasiment à zéro, la production iranienne risque de chuter lourdement et de manquer sur le marché pétrolier. Selon les estimations, elle pourrait tomber à 2,6 millions de barils, voire 2 millions par jour. Les autres membres de l'OPEP se sont engagés à prendre le relais. En juin dernier, ils ont décidé d'un commun accord de remonter leur production afin de compenser le manque laissé par l'Iran. L'Arabie saoudite a porté sa production à plus de 10,5 millions de barils par jour. La Russie a atteint en septembre le niveau historique de 11,36 millions de barils par jour.

Aux États-Unis, les producteurs pétroliers poussent aussi les feux. Grâce à la production de pétrole de schiste, les États-Unis ont dépassé depuis juin le seuil symbolique de 11 millions de barils par jour, revendiquant, à égalité avec la Russie, le statut de premier producteur mondial de pétrole.

L'addition de ces chiffres pourrait laisser penser que la production pétrolière est capable de répondre à la demande. Mais c'est oublier les nombreux incidents et imprévus susceptibles de bousculer l'équilibre précaire du marché pétrolier. Les traders ont ainsi parfaitement anticipé la chute de la production du Venezuela, tombée à 1,2 million de barils par jour en raison des multiples difficultés liées à l'implosion économique et politique du pays. Ils ont en revanche été pris de court par la baisse des productions en provenance de la Libye ou du Nigeria. Ces dernières semaines, le monde pétrolier a aussi découvert le manque d'infrastructures aux États-Unis pour assurer le transport et les exportations des nouvelles productions pétrolières.

C'est oublier aussi que les promesses souvent n'engagent que ceux qui les reçoivent. «

L'impression générale est que, soit par incapacité, soit par mauvaise volonté, les pays clés de

l'OPEP ne semblent pas compenser le déclin attendu des exportations iraniennes », relève le cabinet de conseil JBC Energy.

Cet environnement instable se traduit par des poussées de fièvre continues sur les cours. « Un baril à 100 dollars est tout à fait concevable », soutenaient ces dernières semaines de nombreux analystes du marché pétrolier. S'appuyant sur le précédent des années 2008 à 2014, où le cours du pétrole avait dépassé pendant des mois les 100 dollars, voire 120 dollars le baril, ils estiment que ce niveau est tout à fait supportable pour l'économie mondiale. À les entendre, il n'y a pas lieu de redouter un autre choc pétrolier, l'économie mondiale étant devenue bien moins dépendante de l'or noir qu'auparavant.

Tous les chiffres démontrent le contraire. La crise de 2008 n'a pas donné lieu au moindre changement de modèle économique. En dépit de tous les discours sur la lutte contre le changement climatique, le monde n'a jamais été aussi dépendant du pétrole : il a désormais besoin de 100 millions de barils par jour pour tourner. C'est le plus haut niveau de consommation jamais atteint. L'arme du pétrole

« Le marché ne prend pas en compte un élément clé : la demande, note la lettre de septembre du fonds Philipp Oil. En dehors des États-Unis, l'activité économique a baissé au cours des six derniers mois, particulièrement dans les pays émergents mais aussi en Europe, et le ralentissement va vraisemblablement se prolonger, de notre point de vue. » « À 85 dollars et plus, vous commencez à noter d'importantes tensions sur la demande des pays émergents », ajoute un responsable du groupe Glencore. La demande, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), commence à chuter au fur et à mesure que l'économie ralentit. Dans les pays occidentaux, la hausse est déjà ressentie par les ménages et risque de peser sur la demande, alors que les entreprises doivent faire face à une envolée de leurs coûts de production. Dans ses prévisions, l'AIE n'exclut pas que même l'économie américaine subisse le contrecoup des hausses du pétrole : le ralentissement économique mondial risque de toucher les États-Unis et pourrait faire caler la croissance économique américaine, prévient l'organisation.

Donald Trump avait imaginé le scénario inverse : l'embargo iranien était censé aider les producteurs pétroliers américains à améliorer leurs profits, ce qui ne pourrait que bénéficier à l'ensemble de l'économie américaine. Il semble avoir pris soudain conscience que la situation pourrait tourner d'une tout autre façon. Dans un tweet vengeur, il s'élevait fin septembre contre la hausse continue des prix du pétrole. « Le cartel de l'OPEP doit baisser les prix maintenant », tonnait-il. Il s'était attiré en retour une réponse du secrétaire général de l'OPEP, Mohammed Barkindo : « Des événements externes peuvent nuire à nos efforts de stabilité. Nous travaillons durement pour atténuer ces effets indus et ces incertitudes », disait-il, insistant sur le fait que des facteurs extérieurs hors de tout contrôle de l'OPEP bouleversaient le marché mondial pétrolier. L'allusion était on ne peut claire : la politique de Trump était pointée du doigt.

Depuis huit jours, tout est sens dessus dessous. La disparition du journaliste saoudien Jamal Khashoggi a créé une crise géopolitique et Riyad est sur le banc des accusés. Tout le monde pétrolier suit le déroulé de l'affaire et tente de mesurer les conséquences que pourrait avoir l'implication du premier pays producteur de pétrole.

Samedi 13 octobre, Donald Trump, sortant de plus d'une semaine de silence, a menacé Riyad de « graves représailles » s'il s'avérait que le gouvernement saoudien avait commandité et organisé l'assassinat du journaliste. Dès le dimanche, le gouvernement saoudien menaçait d'utiliser l'arme pétrolière au cas où des sanctions seraient prises contre le royaume saoudien. Sous la pression des États-Unis, Riyad a donné le 19 octobre une énième version de l'assassinat

de Jamal Khashoggi. Le gouvernement saoudien a avoué que le journaliste était mort dans son consulat à Istanbul. Mais sa mort serait due à “une rixe qui aurait mal tourné” ». Le ménage commence à être fait dans l'entourage du prince héritier : un haut responsable du renseignement, le général Ahmed al-Assiri, et celle d'un important conseiller à la cour royale, Saoud al-Qahtani, deux proches collaborateurs de Mohammed ben Salmane (MBS), ont été destitués.

Mais plus le temps passe, plus les preuves s'accumulent contre le prince héritier, « sans qui rien ne peut se faire à Riyad », dans l'assassinat de Jamal Khashoggi. La crise secoue tout le régime saoudien. Les familles régnantes, qui n'ont guère apprécié les coups de force de MBS, remettent en cause le pouvoir absolu du prince héritier. Sa destitution est ouvertement demandée. À ce stade, personne n'est capable de prévoir l'issue de cette crise. Mais MBS, au-delà de l'assassinat de Jamal Khashoggi, a dans cette affaire commis un crime qui pourrait lui coûter très cher : pour la première fois depuis la crise de 1973, l'Arabie saoudite a agité la menace, en cas de différend, d'utiliser le pétrole comme une arme. Riyad romprait alors l'accord secret passé en 1974 entre Henry Kissinger et le roi Fayçal et briserait un tabou vieux de 45 ans. La menace a des portées multiples, sur l'économie des États-Unis, sur l'économie mondiale, sur le dollar comme monnaie unique de réserve, sur les équilibres géopolitiques. Elle a déjà un effet tangible sur le marché pétrolier, plus nerveux que jamais. « Si l'Arabie saoudite utilise l'arme du pétrole, le prix du baril peut aller jusqu'à 200 dollars », avertit Goldman Sachs.

Rien n'est écrit, si ce n'est que l'économie mondiale, déjà bien vulnérable, accuserait lourdement le choc d'une flambée continue du prix du baril.

L'Arabie Saoudite peut-elle provoquer une crise pétrolière ?

Amid Faljaoui 22 octobre 2018

C'est la question que se posent certains experts depuis l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi à Istanbul dans le consulat de son pays d'origine.



Pour tenter de couper court à toute tentative de boycotter l'Arabie Saoudite après ce drame, les autorités saoudiennes font passer des messages via leurs médias officiels.

L'un d'eux a fait comprendre que déstabiliser ou boycotter l'Arabie Saoudite, ce serait aussi déstabiliser la capitale du pétrole. En clair, si les pays importateurs de pétrole ne sont déjà pas satisfaits avec un baril à 80 dollars, qu'en sera-t-il demain si ce pétrole est à 200 dollars ou même le double ?

La question n'est pas posée directement par le gouvernement saoudien, mais par l'un de ses médias, mais tout le monde a compris d'où venait vraiment la menace.

Question : les Saoudiens peuvent-ils utiliser l'arme du pétrole pour arriver à leur fin, à savoir, qu'on tourne la page de l'assassinat de ce journaliste et dissident saoudien. Bref, qu'on retourne au "business as usual ?"

L'histoire montre que les Saoudiens ont déjà usé de l'arme pétrolière. En 1973-1974, ils ont réduit leur production de 5% par mois tant que l'armée israélienne ne s'était pas retirée des territoires arabes occupés. En plus de cela, l'Arabie saoudite et ses alliés de l'époque avaient aussi imposé un embargo sur les États-Unis et d'autres pays occidentaux. Le résultat est simple : si, à court terme, l'argent rentrait dans les caisses du Royaume, à long terme, les pays occidentaux ont réduit fortement leur dépendance à l'égard du pétrole en favorisant d'autres sources d'énergie comme le charbon, le gaz et le nucléaire.

Le Royaume saoudien ne pourra pas utiliser l'arme du pétrole, sauf à vouloir se suicider.

Depuis cette période, l'Arabie saoudite a perdu des parts de marché considérables qu'elle n'a jamais récupérées depuis lors. Mais, ce n'est pas tout : utiliser l'arme du pétrole pour taire les critiques est infaisable aujourd'hui. Pourquoi ? Parce que le marché du pétrole est plus diversifié et qu'il est mondial.

En augmentant les prix pour faire taire les États-Unis, par exemple, les Saoudiens affecteraient aussi du même coup la Chine et l'Inde, les deux plus grands marchés d'avenir pour elle.

Ces pays et les pays d'Asie en général perdraient leur confiance et se tourneraient vers la Russie et d'autres sources pour compenser, sans compter qu'aujourd'hui, les États-Unis produisent plus de pétrole que l'Arabie Saoudite et n'importent qu'une petite partie de leur or noir de cette région du monde.

Pire encore, si les Saoudiens devaient augmenter artificiellement les prix du pétrole, cela accélérerait l'essor des voitures électriques. Par ailleurs, sans même parler de l'aspect économique, l'Arabie Saoudite dépend des États-Unis pour ses armes, pour leur entretien et pour la formation de ses soldats. Bref, sans les États-Unis, l'Arabie Saoudite serait vulnérable face à son voisin iranien. Voilà pourquoi, en dehors de la rhétorique, le Royaume saoudien ne pourra pas utiliser l'arme du pétrole, sauf à vouloir se suicider.

« Champion de la terre » : c'est Trump qu'il convenait de choisir !

par François Dauphin [Jean-Marc Jancovici](#) · [Vendredi 19 octobre 2018](#)

Power & Utility Marketing and Solutioning chez DXC Technology

<https://www.linkedin.com/pulse/prix-champion-de-la-terre-cest-trump-quil-convenait-choisir-dauphin/>



Le président Macron vient de recevoir le prix « champion de la terre » ce qui prête à sourire pour un président dont le pays ne cesse d'émettre de plus en plus de gaz à effet de serre. Quant à sourire jusqu'au bout, nous pourrions nous demander si ce n'est pas le président Trump plutôt que Macron qui aurait dû recevoir ce prix compte tenu de son action incroyablement efficace en matière de lutte contre le réchauffement climatique.

Pour mémoire, les émissions de gaz à effet de serre sont la résultante de quatre composantes : l'évolution de la population, l'évolution du produit intérieur brut par individu, l'efficacité énergétique nationale et in fine le facteur d'émission en gaz à effet de serre de notre mix énergétique. Cette équation est connue sous le vocable d'équation de Kaya.

La politique de développement massif du gaz de schiste a déclenché un effondrement du prix du marché du gaz aux USA dont les prix sont passés en 10 ans de plus de 7 \$/MBTU à 3\$. Cette révolution énergétique a engendré une ultra compétitivité des turbines au gaz et une réduction de la production des centrales à charbon de plus d'un tiers en 7 ans. Le plan pour sauver le charbon, annoncé cet été par l'administration Trump, n'aura strictement aucun effet sur ces tendances macroéconomiques majeures et les annonces de faillites ne cessent plus. Le mois dernier, AEP annonçait la fermeture anticipée d'une centrale à charbon de 1590 MW dans l'Ohio. Cette semaine, c'est Colstrip, l'une des plus anciennes mines de charbon américaine qui se déclarait en cessation de paiement. Ce transfert massif et rapide du charbon vers le gaz explique que, parmi les pays développés, seuls les USA et la Grande Bretagne ont baissé significativement leurs émissions de carbone au cours de 3 dernières années.

L'administration américaine a ensuite engagé un bras de fer avec l'Iran ce qui a engendré une augmentation du prix de baril de plus de 24 \$ en moins de deux ans. Rapporté au volume d'émission de CO₂, cela correspond à l'équivalent de la mise en place d'une taxe sur l'ensemble de la chaîne pétrolière mondiale de 210 \$ par tonne de carbone ; un niveau supérieur à celui qui était demandé par les organisations non gouvernementales lors de la négociation de l'accord de Paris ... lesquelles s'étaient vu rétorqué à l'époque que c'était totalement irréaliste. Le niveau de 85 \$ par baril atteint récemment est considéré comme celui à partir duquel les substitutions entre énergies commencent à opérer. Ceci est d'autant plus probable dans les pays, comme la France, où cette hausse subie vient en sus d'une taxe carbone dont l'augmentation est administrée. La déstabilisation de l'ensemble de la zone Moyen Orient aura donc permis d'anticiper le processus inéluctable de croissance du prix de baril lié au pic de production pétrolier et d'accélérer la transition vers une économie post pétrole. Le marché

mondial du pétrole reste attendu en croissance pour l'année 2019 mais la flambée actuelle des prix finira nécessairement par l'infléchir.

En matière de démographie enfin, la population américaine fait face à une augmentation notable de son taux de mortalité qui est revenu au niveau des années 1960. Ce phénomène date du début du millénaire et une étude récente de Case&Deaton a identifié qu'elle est due à la croissance du taux de « mortalité par désespoir » dans la population blanche à faible niveau d'éducation, taux de suicide lui-même associé au manque de perspective d'évolution sociale d'une génération à l'autre. Cette même étude identifie du reste un renforcement du phénomène sur les populations les plus jeunes et donc une poursuite probable de cette tendance. Le taux de croissance naturel de la population américaine est aujourd'hui de moins de 0,3% par an, un taux jamais atteint depuis l'arrivée des premiers fondateurs en 1607. Compte tenu du discours populiste de l'administration Trump et de son objectif de réduire le taux d'immigration, la croissance de la population américaine pourrait revenir à moins de 1 million par an. L'ONU a publié en 2017 une estimation de 478 millions d'américains en 2100, près de deux fois moins que ce qui était estimé il y a 20 ans.

L'administration américaine en place a donc déjà agit inconsciemment sur 3 des 4 paramètres possibles pour réduire les émissions de carbone. Le quatrième est celui de la croissance économique par individu. Sur ce dernier plan, la politique de rapatriement des fonds placés dans les paradis fiscaux aura eu pour conséquence de doper, à court terme, la croissance intérieure et indirectement les émissions de gaz à effet de serre. Au plan international, la guerre économique engagée par les USA est pour l'instant trop limitée pour avoir un impact significatif sur l'économie mondiale. Une étude publiée en septembre par l'organisation mondiale du commerce stipule néanmoins qu'une "extension de la guerre économique pourrait engendrer une réduction notable de la croissance économique voire engendrer une dépression économique" ce qui favoriserait une baisse rapide de nos émissions et ce au plan mondial. Les révisions de croissance publiées la semaine dernière et la baisse du produit industriel allemand depuis le début de l'été en sont des signaux avant-coureurs.

L'administration américaine, parce qu'elle agit simultanément sur chacun des paramètres susceptibles de faire baisser nos émissions de CO2 est probablement celle qui a l'impact le plus efficace sur celles-ci. Le président Trump, dont les résultats sont en totale contradiction avec les discours, pourrait donc objectivement postuler pour le prix de « champion de la terre ». Pour cela il eut néanmoins fallu que toutes ses actions soient pensées et réfléchies, ce sur quoi nous pouvons émettre quelques doutes.

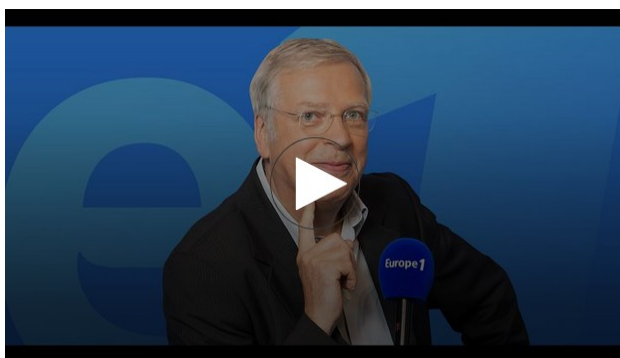
François Dauphin

(pulié par J-Pierre Dieterlen)

Les pistes de la science pour lutter contre le réchauffement climatique

Par Alain CIROU le 21 octobre 2018 Europe 1

En quête de science est une chronique de l'émission Europe 1 Week end diffusée le dimanche 21 octobre 2018



Ce dimanche, Alain Cirou s'intéresse au dérèglement climatique et à ce que la science pourrait faire pour inverser la tendance.

Avec des pluies diluviennes et meurtrières dans le sud, des soirées en bras de chemise à la mi-octobre dans le nord de la France, plus personne ne doute des effets du changement climatique. Et pour les scientifiques du GIEC il n'est pas encore trop tard pour éviter le pire. Reste qu'un peu partout dans le monde on croit encore que la science et la technologie pourra nous tirer d'affaire. Qu'on trouvera bien "une solution" pour régler le problème. Méfions-nous des apprentis sorciers.

Oui, c'était à la fois la bonne et la mauvaise nouvelle de la semaine. La bonne c'est que Donald Trump lui-même affirme pour la première fois que "le changement climatique n'est pas un canular" ! Ce ne sont pas les chinois qui l'ont monté de toute pièce pour détruire la compétitivité de l'industrie américaine. La mauvaise c'est que le même Trump estime aussi que tout cela est réversible puisque, dit-il, il existe des solutions pour inverser la tendance. Et son entourage explique que des ingénieurs et des scientifiques travaillent à des systèmes pour contrer le réchauffement.

Est-ce que c'est vrai ? Et qu'est-ce qu'ils proposent ?

C'est une vieille idée qui appartenait encore récemment à la science-fiction, celle de la manipulation technologique et délibérée du climat. Je vais vous donner quelques exemples :

- Ensemencer les nuages pour faire pleuvoir. Les russes, les chinois, les Emirats l'ont fait en pulvérisant avec des avions des sels de sodium dans les nébulosités pour augmenter la condensation des gouttelettes d'eau et déclencher des précipitations.
- Réduire l'ensoleillement de la terre. Une pure fiction. Soit en installant l'équivalent d'un parasol géant entre la Terre et le Soleil. A plus d'1,5 million de km du plancher des vaches. Soit en mimant les conséquences d'une énorme éruption volcanique. On sait que lors de l'explosion du volcan Pinatubo, aux Philippines en 1991, qui fut la plus forte du XX^e siècle, la température moyenne de la planète a chuté d'un demi degré environ. L'idée c'est de mimer cela en injectant dans la haute atmosphère des millions de tonnes de dioxyde de soufre. C'est d'augmenter la capacité de la terre à réfléchir la lumière solaire dans l'espace et de la maintenir stable au sol.
- Enfin, et ma liste est loin d'être épuisée, il y a l'idée de retirer du CO₂ de l'atmosphère. Soit en le capturant – avec des arbres, des plantes, des algues – puis en le séquestrant. Dans des puits, des mines, au fond de la mer ? etc

Y a-t-il dans cette longue liste quelque chose de sérieux ?

Pour l'essentiel non ! En dehors de la capture du CO2 et de son stockage dont l'expérimentation est en cours, c'est un rapport de l'Académie des sciences américaines qui enterre ces délires de "géo-ingénierie" en les jugeant – et je cite – "irrationnels et irresponsables". A supposer qu'on puisse même transporter des millions de tonnes dans l'espace ou l'atmosphère, on jouerait aux apprentis sorciers. On est loin de prévoir la réaction du climat, qui obéit à des lois chaotiques (au sens mathématique). Où l'eau, l'air, la terre et les glaces interagissent en continu et s'influencent mutuellement. Donc tout cela n'est pas très sérieux.

Alors pourquoi croit-on toujours que la science – même la plus folle – trouvera une solution ? Qu'on pourra dompter le climat ?

Parce que ça occulte ce qu'il est impératif de faire. Et qui est très simple : il faut réduire les émissions. Laisser dans le sous-sol le pétrole et le charbon restant. Mais ça, ça implique de changer de monde. D'économie, de mode de consommation, de déplacement. Et ce défi là n'est pas celui de la science. C'est celui de la société ! Qui peut compter sur la science pour l'aider, mais pas le faire à sa place ! Il y a des illusions qui sont dangereuses.

Quand la catastrophe planétaire est notre boulot quotidien

Terrestres **Usbek et Rica 22/10/2018**



Comment trouver le ton juste entre encouragement et désespoir ? Comment continuer à lancer l'alerte quand on est régulièrement confronté à l'indifférence générale ? Pour les scientifiques travaillant sur le réchauffement climatique et les désastres écologiques de notre temps, il faut non seulement gérer l'accumulation d'informations accablantes mais aussi la frustration et le sentiment d'impuissance face à l'apathie générale et le manque d'actions concrètes. [Lesley Hughes](#), professeure australienne de biologie et co-auteure des 4^e et 5^e rapports du Giec, livre un saisissant témoignage de ces états d'âmes des climatologues. Son texte initialement publié en juin [dans le journal australien The Monthly](#) a été traduit en français par Aurélien Gabriel Cohen et d'abord publié sur un nouveau média, [Terrestres](#), « revue des livres, des idées, et des écologies » à qui nous souhaitons la bienvenue. Nous reproduisons ici le beau texte de Lesley Hughes avec leur aimable autorisation.

La jeune femme s'approche de moi, sourire aux lèvres, la main tendue, prête à serrer la mienne. « *Je voulais juste vous dire combien j'avais apprécié votre conférence* », s'enthousiasme-t-elle. Je la remercie chaleureusement ; comme tout le monde, j'aime bien que l'on me complimente. Mais mon cœur chavire. J'ai échoué, encore une fois.

« Trop de ténèbres et de désastres peuvent paralyser »

La conférence tant appréciée avait pour thème « *Le changement climatique et ses conséquences, aujourd'hui et demain* » – la catastrophe planétaire en quarante minutes, PowerPoint à l'appui. Mais voilà que l'assistance se disperse, impatiente de commander un café ou quelque chose de plus fort, pensant déjà à l'endroit où elle pourra trouver un taxi ou un bon dîner, pensant aux millions de choses auxquelles on peut penser et qui n'ont rien à voir avec le fait d'organiser une révolution pour sauver la planète.



Lesley Hughes / CC [FlickrR](#)

Je donne beaucoup de conférences de ce genre – à des étudiants, dans des entreprises ou des associations, à tous ceux qui voudront bien m'écouter. Je travaille dur pour que tout cela reste attrayant : j'évite autant que possible les textes et les graphiques complexes, j'ajoute de nombreuses images, des analogies, des anecdotes personnelles et même une blague bizarre. Et c'est là que réside le casse-tête. En tant que scientifique, j'ai tendance à vouloir restituer les faits et la compréhension actuelle que nous en avons. Mais trop de ténèbres et de désastres peuvent paralyser. La [lassitude de l'apocalypse](#) risque d'envelopper les gens dans une sorte de couette métaphorique et duveteuse.

Nous ne sommes pas assez effrayants

Comment équilibrer encouragement et désespoir ? On dirait qu'il y a parfois autant de gens qui produisent des conseils sur la manière de communiquer sur le [changement climatique](#) que de personnes qui rassemblent des données climatologiques. Reformulez le problème, nous dit-on.

Parlez des enfants et de la santé, pas des ours blancs et du désastre. Parlez d'assurance et d'opportunités, de comment être plus intelligent, plus heureux et en meilleure santé. Parlez de maintenant, pas des décennies qui viennent. Parlez du local, pas du global. Et ainsi de suite.



« Parlez des enfants et de la santé, pas des ours blancs et du désastre » / CC [Flickr](#)

Mais dans le même temps, d'autres personnes nous disent que nous ne sommes pas assez effrayants. Ian Dunlop est l'ancien directeur de l'Association Australienne du Charbon. Revenu vengeur de son passage du côté obscur, il est devenu l'un des contempteurs les plus virulents des débats « orwelliens » autour de la politique climatique australienne et des politiciens qui se dérobent à leur responsabilité morale. Dans son ouvrage [What Lies Beneath: The Scientific Understatement of Climate Risks](#), Dunlop va même plus loin. Lui et son co-auteur David Spratt s'en prennent à la trop grande prudence de scientifiques qui, à la recherche de données parfaites, seraient devenues réticents à dire les choses telles qu'elles sont.

« Nous sommes les seuls scientifiques à espérer chaque jour nous tromper »

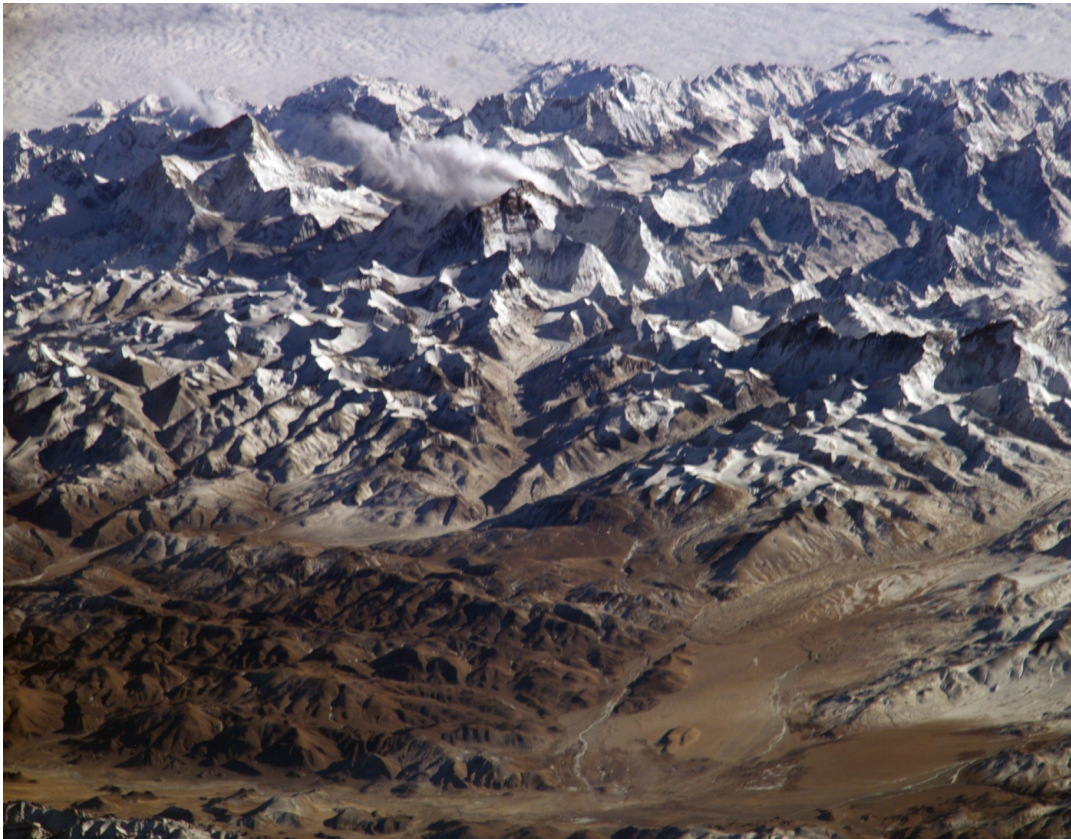
Mais nous ne sommes pas tous aussi prudents. [John Schellnhuber](#), le fondateur et directeur de l'Institut de recherche de Potsdam sur les effets du changement climatique, est probablement le climatologue le plus influent parmi tous ceux dont vous n'avez jamais entendu parler. Entre autres choses, c'est le gars qui a proposé la barre des 2° Celsius, celle qui fut adoptée par le gouvernement allemand et par l'Union Européenne avant d'être intégrée dans l'accord de Paris sur le climat. En 2011, Schellnhuber avait été invité à prononcer une conférence lors d'un colloque à Melbourne intitulé *Quatre degrés ou plus ? L'Australie dans un monde brûlant*. À la question rhétorique « *Quelle est la différence entre un monde plus chaud de 2°C ou de 4°C ?* », sa réponse fût brutale et succincte : « *La civilisation humaine.* »

Espérer chaque jour que nous nous trompons

Nous sommes vraiment une drôle de troupe, nous, les spécialistes du changement climatique. Comme les autres scientifiques, nous nous levons tous les matins pour nous diriger vers nos

bureaux, nos laboratoires et nos terrains. Nous collectons et analysons nos données, puis nous écrivons des articles dans des revues savantes. Mais c'est là que nous déraillons : nous sommes les seuls membres de la communauté scientifique à espérer chaque jour nous tromper.

Nous espérons nous tromper sur le rythme de la montée du [niveau des océans](#), et sur le fait qu'une accélération aussi rapide risque d'inonder les foyers d'un milliard de personnes d'ici la fin du siècle. Nous espérons nous tromper sur la disparition de notre emblème naturel le plus précieux, la Grande Barrière de Corail, autrefois si magnifique. Nous espérons nous tromper sur la vitesse à laquelle fondent les glaciers des Andes et du Tibet, mettant en péril l'approvisionnement en eau douce de plus d'un sixième de la population mondiale. Nous espérons nous tromper sur le fait que les déplacements de populations dues à l'augmentation des désastres climatiques feront probablement passer l'actuelle [crise des réfugiés](#) pour un événement dérisoire. Nous espérons, nous espérons, nous espérons.



Le plateau tibétain / CC Wikimedia Commons

L'auteur marxiste italien [Antonio Gramsci](#) le formula plus élégamment, au début du XX^e siècle, lorsqu'il parla de la tension entre « *le pessimisme de la raison et l'optimisme de la volonté* ». Il ne faisait évidemment pas référence au changement climatique, mais cela aurait pu tout aussi bien être le cas.

Dans ma boîte mail, le flux quotidien d'histoires sur le changement climatique incarne cette tension. Il y a là de nombreux récits qui parlent de nouvelles fermes solaires, d'avancées technologiques sur le stockage de l'énergie, du désinvestissement croissant des énergies fossiles de la part des entreprises et des gouvernements. Mais pourtant, disséminés au milieu de ces histoires positives et optimistes, il y a aussi des moments de pure terreur, de ceux qui vous

arrêtent le cœur et vous empêchent de dormir : accélération de la [fonte des glaces](#) en Antarctique, affaiblissement du Gulf Stream, températures de l'Arctique [dépassant de 25 degrés](#) les normales saisonnières en février dernier. (Oui, de 25 degrés ! Ceci n'est pas une coquille.)

Scientifiques au bord de la dépression

Les scientifiques sont censés être objectifs, soupesant calmement les preuves telle la Justice aux yeux bandés, pas des êtres humains défectueux et effrayés, lancés sur une montagne russe émotionnelle, oscillant chaque jour entre espoir et désespoir.

« L'étude du changement climatique, un labeur émotionnel »

La santé émotionnelle des chercheurs travaillant sur le changement climatique a elle-même attiré l'attention de la recherche. Une étude de Lesley Head et Theresa Harada, publiée l'an dernier dans la revue [Emotion, Space and Society](#), esquisse une description du « labeur émotionnel » que constitue l'étude du changement climatique à travers treize interviews avec des scientifiques australiens. Citant les scientifiques sous des pseudonymes, l'étude explore la frustration et l'anxiété ressentie par des climatologues qui décrivent, au minimum, le sentiment d'être tenus à des normes d'infaillibilité beaucoup plus hautes que les autres scientifiques et même, de façon plus exceptionnelle, le fait d'avoir dû faire face à des mails haineux voire à des menaces de mort. En réponse, les mécanismes d'adaptation vont de l'humour noir au fait d'éviter de mentionner son travail en société, en passant par la lecture de mauvais romans pour déconnecter.

La psyché des scientifiques du climat a même été explorée par l'art. En 2014, Joe Dugan, un étudiant de l'Université Nationale Australienne, a demandé à des scientifiques travaillant sur le changement climatique de lui envoyer une brève lettre manuscrite exprimant leurs sentiments quant au changement climatique. L'exposition dans laquelle furent exposées ces lettres – intitulée *C'est ce que vous ressentez ?* – révélait de la consternation, de l'angoisse, de la frustration, de la peur, des dépressions, de la fureur, du découragement et de la tristesse, mais aussi de l'espoir, de l'optimisme et la volonté de ne pas arrêter.

« Parfois, j'ai envie d'arrêter »

Parfois, j'ai envie d'arrêter. Il fut un temps où j'étais biologiste. Ça me manque. Mais à la fin des années 80, après avoir suivi pendant quatre ans des fourmis dans les broussailles pour obtenir mon doctorat en écologie comportementale, j'ai senti que j'étais prête à passer à autre chose. « *Le changement climatique, peut-être* » m'a suggéré peu ou prou mon directeur de thèse. Ça semblait une bonne idée à l'époque, et c'était surtout une meilleure façon d'obtenir un vrai travail et un vrai salaire que de continuer à suivre des fourmis. Plus de vingt ans ont passés et j'ai découvert entre temps que les sciences du changement climatique ressemblent à un « Hotel California » de la recherche – vous pouvez quitter votre chambre quand vous le souhaitez, mais le défi moral qui l'accompagne (pour citer un ancien premier ministre australien) fait que la fuite n'est pas une option.

Dans mes jours les plus sombres, je regarde toutes ces recherches qui s'épanouissent autour de moi, et je m'interroge. À quoi bon, par exemple, [séquencer le génome](#) de telle ou telle créature,

s'il ne reste à ladite créature qu'un temps si bref à vivre sur cette planète que tout ce savoir finira par se réduire à néant ? En même temps, j'envie ces collègues pour qui le problème le plus grave de leur vie académique consiste à rater une subvention ou à voir un de leurs articles rejeté. Comme cette vie semble simple.

Mais tout n'est pas que ténèbres, évidemment. Le mois de décembre 2015, à Paris, fut un moment magnifique et plein d'espoir. Lorsque Laurent Fabius, alors ministre des affaires étrangères, scella de son marteau [l'accord sur le climat](#), la salle du Bourget s'emplit d'étreintes, d'embrassades et de larmes de soulagement. Et le tsunami mondial d'investissements dans les énergies renouvelables continue à s'amplifier depuis, excédant désormais de façon grandissante ceux des énergies fossiles. Mais même ces quelques lumières ne suffisent pas. Le dernier rapport des Nations Unis sur les émissions de CO₂ note que seulement un tiers des réductions nécessaires pour rester en-dessous de la barre des 2°C semblent en mesure d'être atteintes en suivant les trajectoires actuelles.

Pendant ce temps, de retour à la maison, la pagaille que constitue la politique climatique australienne poursuit sa marche boitillante, avec quelques députés aussi fossilisés que leur pétrole adoré. À rebours des tendances internationales, le gouvernement a fait machine arrière sur l'objectif de développement des énergies renouvelables, et nous restons le seul pays développé à refuser l'instauration d'un prix du carbone. Les émissions de l'Australie continuent d'augmenter et, en 2015, l'association indépendante *Climate Action Tracker* a considéré que nous étions le pays présentant les écarts les plus importants entre l'évolution de nos émissions et nos promesses lors de l'accord de Paris.

Sur le plan personnel, le merveilleux Desmond Tutu me procure un peu de réconfort. Son appel est écrit sur un Post-It au-dessus de mon ordinateur : « *Fais ta petite part de bien où que tu te trouves ; c'est la somme de toutes ces petites parts qui peut bouleverser le monde* ». Alors chaque matin, je me lève, je vais au bureau, j'écris mes articles, je prépare mes diapositives, j'essaye de faire ma part, et j'espère.

L'utilisation des matières premières doit doubler d'ici 2060

présenté par Jean-Marc Jancovici 23 octobre 2018

[NYOUZ2DÉS : étude bidon, comme l'OCDE nous en sort régulièrement. Ça n'arrivera pas, évidemment, puisqu'il n'y aura pas d'énergie (pétrole surtout) pour transformer toutes la planète en produit de consommation.]

Rapport de l'OCDE : L'utilisation des matières premières doit doubler d'ici 2060, entraînant de graves conséquences pour l'environnement

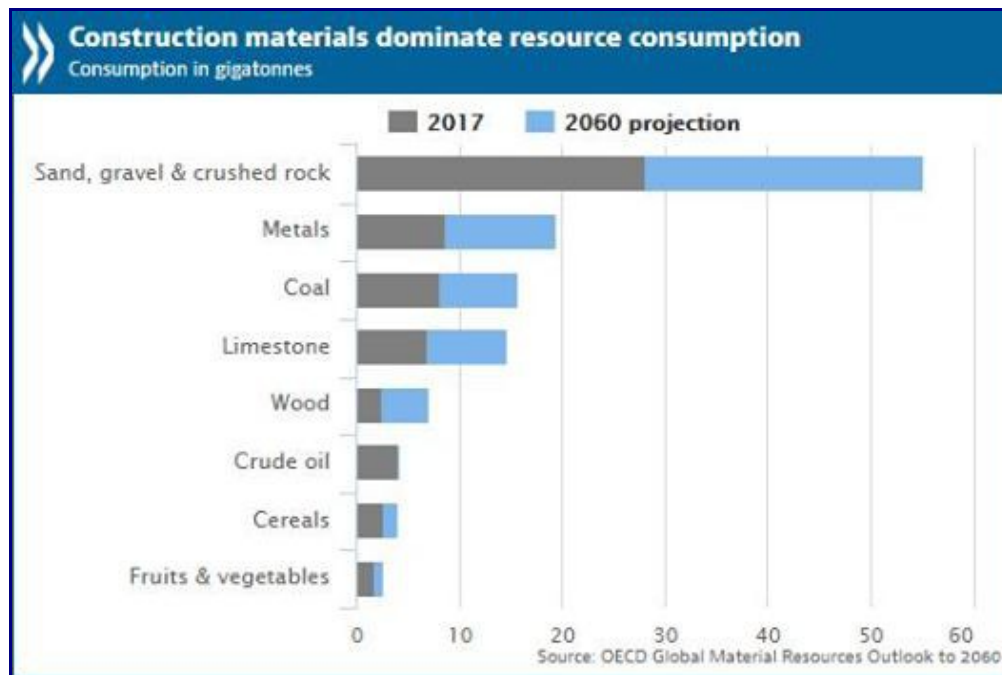
L'OCDE présente dans un communiqué les principaux chiffres d'un rapport à paraître fin novembre sur l'évolution de la consommation mondiale des ressources d'ici à 2060.

En mode Business As Usual, la consommation globale en ressources brutes devrait pratiquement doubler, passant de 90 à 167 Gigatonnes (le détail par famille est indiqué dans la figure).

Extrait du communiqué: "L'extraction et la combustion de combustibles fossiles ainsi que la production de fer, d'acier et de matériaux de construction contribuent déjà de manière importante à la pollution de l'air et aux émissions de gaz à effet de serre. En l'absence de nouvelles politiques de réduction des émissions, le rapport indique que l'ensemble des émissions résultant de la gestion des matériaux passera de 28 à 50 gigatonnes d'équivalent CO2 d'ici 2060."

<http://www.oecd.org/.../raw-materials-use-to-double-by-2060-w...>

(publié par Joëlle Leconte)



Perspectives mondiales des ressources matérielles jusqu'en 2060 (Un Vœux pieux)

Jean-Marc Jancovici :

« 1,5°C et l'économie circulaire, d'accord, mais on ne va quand même pas s'empêcher de croître d'abord, boudiou, et pour le reste on verra après !

En fait, ce genre de projection est faite avec un PIB exogène qui appelle des matières premières, donc en raisonnant à l'envers. La réalité est que c'est bien parce qu'il y a des ressources que l'on peut transformer et donc avoir du PIB. Et la deuxième réalité est qu'il serait très étonnant que nos exponentielles n'aient buté sur aucune limite avant 2060... »

Ce rapport présente des projections globales sur l'utilisation des matériaux et leurs conséquences sur l'environnement, en fournissant une perspective quantitative à l'échelle mondiale, sectorielle et régionale pour 61 matériaux différents (ressources en biomasse, combustibles fossiles, métaux et minéraux non métalliques). Il explique les facteurs économiques déterminant le découplage de la croissance économique et de l'utilisation de matériaux, et évalue en quoi les changements projetés dans l'activité économique sectorielle et régionale influencent l'utilisation de matériaux différents. Les projections incluent à la fois des matières premières et des matières secondaires, ce qui permet de mieux comprendre ce qui

motive les synergies et les compromis entre extraction et recyclage.

Le rapport prévoit un doublement de l'utilisation mondiale de matières premières entre aujourd'hui et 2060. La croissance démographique et la croissance convergente du revenu par habitant sont les moteurs de la croissance de l'utilisation de matières premières. Toutefois, les changements structurels, en particulier dans les pays non membres de l'OCDE, et les améliorations technologiques freinent partiellement cette croissance. Les métaux et les minéraux non métalliques devraient croître plus rapidement que les autres types de matériaux.

(publié par J-Pierre Dieterlen)

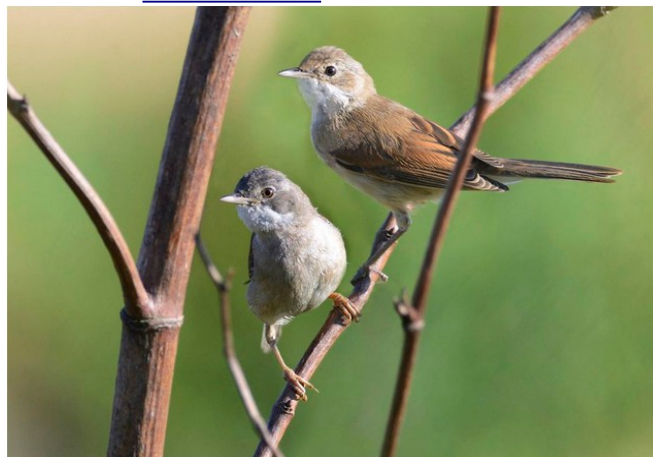


oecd.org

[Environment – OECD, Global Material Resources Outlook to 2060 - Economic Drivers and...](#)

Biodiversité: «Le modèle de développement durable a montré sa faillite ces quinze dernière années»

Par [Aude Massiot](#) — 23 octobre 2018



Couple de fauvettes grisettes dans le parc naturel régional des Vosges du Nord. Deux études récentes ont révélé que l'Allemagne et l'Europe auraient perdu 80% d'insectes volants et 421 millions d'oiseaux en trente ans. Photo Michel Rauch. Biosphoto

Alors que les études alarmantes sur le déclin rapide de certaines espèces exotiques et communes se multiplient, Vincent Devictor, chercheur à l'Institut des sciences de l'évolution à Montpellier, explique comment ce sont les politiques, et non la recherche scientifique, qui sont défaillants pour prévenir ces destructions.

- *Biodiversité: «Le modèle de développement durable a montré sa faillite ces quinze dernière années»*

Pendant deux ans, Laurent Godet du laboratoire Littoral, environnement, géomatique, télédétection au CNRS et Vincent Devictor de l'Institut des sciences de l'évolution de Montpellier ont épluché près de 13 000 articles scientifiques sur la biodiversité. Ce dernier décortique pour *Libération* les conclusions de leur étude publiée [dans la revue *Trends in Ecology and evolution*](#).

Pourquoi avoir lancé cette étude ?

Nous avons constaté que la recherche scientifique est souvent critiquée pour ne pas présenter des solutions face à la crise de la biodiversité. On entend aussi qu'elle a tendance à être trop pessimiste sur les constats de disparition de certaines espèces et habitats. Nous avons alors décidé d'étudier le maximum de publications possibles à travers le monde. Et nous sommes arrivés à des conclusions surprenantes.

Lesquelles ?

Nos recherches font état d'une amélioration extraordinaire de la précision et de la qualité des données internationales sur la biodiversité, en quelques décennies. Par ailleurs, les quatre grandes causes de ce déclin ont été identifiées il y a déjà quarante ans : la trop forte exploitation des ressources (surchasse ou [surpêche](#) par exemple), la fragmentation de l'habitat des espèces, l'introduction d'espèces invasives et enfin les extinctions en chaîne qui peuvent découler des trois premiers facteurs. A cela s'ajoute aujourd'hui, la pollution et le changement climatique. Nos deux ans de recherches nous montrent que la recherche scientifique dans ce domaine n'est ni pessimiste, ni optimiste, mais réaliste. La crise de la biodiversité s'accélère.

En quoi est-elle optimiste alors ?

Ces dernières décennies, nous avons accumulé des bonnes nouvelles. Les programmes de conservation et de réintroduction ont permis le retour en Europe de grands carnivores comme l'ours, le lynx et le glouton. Le héron cendré retrouve sa place dans les campagnes françaises. Certains habitats autrefois largement exploités connaissent de nouvelles dynamiques favorables. Les aires marines protégées se sont aussi montrées [d'une efficacité fantastique](#) pour faire renaître des espaces riches en biodiversité.

Vous concluez que le problème vient du côté des politiques et non de la recherche scientifique...

Le modèle de développement durable a montré sa faillite ces quinze dernières années car les choix politiques se font, quasiment systématiquement, en faveur des activités humaines et au détriment de la protection de l'environnement. Très souvent, la temporalité écologique (au sens

des interactions entre espèces) n'est pas en accord avec celle des humains. Il faut aussi prendre en compte l'aspect évolutif des espèces et écosystèmes sur le long terme. Seulement 0,02% du territoire métropolitain sont des réserves biologiques intégrales, soient les seuls espaces strictement protégés des activités humaines.

NATURE : Les insectes disparaissent rapidement à travers le monde entier

Stéphanie Schmidt 19 octobre 2018



Selon un nombre limité mais croissant d'études, les insectes sont en crise : en effet, ces dernières démontrent un déclin spectaculaire des populations d'invertébrés à travers le monde. Un nouveau rapport suggère que ce problème est bien plus répandu que ce que pensaient les scientifiques auparavant.

Effectivement, une récente étude a révélé que de très nombreux insectes ont été définitivement perdus dans une forêt nationale de Porto Rico et que des animaux insectivores de la forêt ont également totalement disparu.

En 2014, une équipe internationale de biologistes a estimé qu'au cours des 35 dernières années, l'abondance d'invertébrés tels que les coléoptères et les abeilles avait diminué de 45%. Dans les endroits où les données à long terme concernant les insectes sont disponibles, soit principalement en Europe, le nombre d'insectes est en chute libre. Par exemple, une étude réalisée l'année dernière a démontré une diminution de 76% des insectes volants au cours des dernières décennies dans les réserves naturelles allemandes.

Le dernier rapport, publié lundi dans *Proceedings of the National Academy of Sciences* (PNAS), explique que cette perte surprenante d'abondance d'insectes s'étend jusqu'aux Amériques. Les auteurs de l'étude impliquent le changement climatique dans la perte d'invertébrés tropicaux.

« Cette étude dans PNAS tire une véritable sonnette d'alarme, (...) quant au fait que le phénomène pourrait être beaucoup plus important, et englober de nombreux autres écosystèmes. C'est l'un des articles les plus troublants que je n'ai jamais lu », a déclaré David Wagner, expert en conservation des invertébrés à l'université du Connecticut. Ce dernier n'était pas impliqué dans la recherche.

Biologiste à l'Institut polytechnique Rensselaer de New York, Bradford Lister étudie les

insectes de la forêt tropicale de Porto Rico depuis les années 1970. La forêt, nommée El Yunque, est très bien protégée : le roi espagnol Alphonse XII a revendiqué la jungle comme une réserve royale du XIXe siècle. Des décennies plus tard, Theodore Roosevelt en a fait une réserve nationale et El Yunque reste la seule forêt tropicale humide du système forestier national. « *Nous nous sommes rendus dans la forêt en '76, '77, expressément pour quantifier les ressources : les insectes et les insectivores dans la forêt tropicale, les oiseaux, les grenouilles, les lézards, (...)* », a déclaré Lister.

Le biologiste est revenu, près de 40 ans plus tard, avec son collègue Andrés García, écologiste à l'Université nationale autonome du Mexique. Ce que les scientifiques n'ont pas vu à leur retour, les a troublés : « *C'était tout de suite évident quand nous sommes allés dans cette forêt... Moins d'oiseaux se trouvaient au-dessus de nos têtes. Les papillons, jadis abondants, avaient pratiquement disparus* », a déclaré Lister. García et Lister ont une nouvelle fois analysé le nombre d'insectes et autres invertébrés de la forêt, un groupe appelé arthropodes, comprenant des araignées et des centipèdes.

Puis, les chercheurs ont piégé des arthropodes sur le sol dans des plaques recouvertes d'une substance collante, et ont soulevé plusieurs autres plaques d'environ 90 centimètres dans la canopée. Les chercheurs ont également analysé plusieurs centaines de fois les broussailles, ramassant ce qui y rampait.

Chaque technique utilisée par les chercheurs a révélé que la biomasse avait considérablement diminué depuis 1976. Entre janvier 1977 et janvier 2013, le taux de capture dans les casiers collants a été divisé par 60. « *Tout est en train de sombrer* », a déclaré Lister. Les invertébrés les plus communs dans la forêt tropicale humide, soit les papillons de nuit, les papillons, les sauterelles, les araignées et autres insectes, sont tous beaucoup moins abondants. « *Putas de merde* », a exprimé Wagner, à propos de la perte.

Timothy Schowalter, entomologiste de l'Université d'État de la Louisiane, étudie cette forêt depuis les années 1990. Il n'est pas l'auteur du récent rapport, mais la nouvelle recherche est cohérente avec ses données, ainsi que les études européennes sur la biomasse. « *Il faut des sites de ce type sur le long terme, avec des échantillonnages cohérents sur de longues périodes de temps, pour documenter ces tendances. Je trouve leurs données assez convaincantes* », a-t-il déclaré.

Les chercheurs et auteurs de l'étude, ont également piégé des lézards anolis, qui se nourrissent d'arthropodes, dans la forêt tropicale. Ils ont comparé ces chiffres avec ceux des années 1970 : la biomasse anolis a chuté de plus de 30%. Certaines espèces anolis ont complètement disparu de la forêt intérieure. Les populations de grenouilles et d'oiseaux insectivores ont également chuté.

Une autre équipe de recherche a utilisé des filets japonais pour capturer les oiseaux en 1990, puis en 2005. Là aussi, la population de ces oiseaux a chuté d'environ 50%. Garcia et Lister ont analysé ces données et ont constaté que le nombre de todiers de Porto Rico (un oiseau vert brillant), avait diminué de 90%.

Il s'agit de tout le réseau alimentaire qui diminue, et qui provoque par conséquent le déclin de ces nombreuses espèces. « *Tous ces taxons différents montrent les mêmes tendances — les oiseaux insectivores, les grenouilles et les lézards — mais vous ne les retrouvez pas chez les*

oiseaux qui ne se nourrissent que de graines (garnivores) », expliquent les chercheurs.

Lister et Garcia attribuent cela au changement climatique : il faut savoir que la température moyenne dans la forêt a augmenté de 2.2 degrés Celsius durant ces 40 dernières années. Les invertébrés qui y habitent sont adaptés à ces températures précises, et s'en sortent très mal lorsque ces dernières changent de manière si drastique. En effet, les insectes ne peuvent pas réguler leur chaleur interne. Une analyse récente du changement climatique et des insectes, publiée en août dans la revue *Science*, prédit une diminution des populations d'insectes tropicaux selon l'auteur de cette étude, Scott Merrill, qui étudie les ravageurs des cultures à l'Université du Vermont.

Dans des régions tempérées plus éloignées de l'équateur, où les insectes peuvent survivre dans une plage de températures plus étendue, les ravageurs agricoles dévoreront plus de nourriture à mesure que leur métabolisme augmente, ont averti Merrill et ses co-auteurs. Mais passé un certain seuil thermique, ces insectes ne pondront plus, et leur chimie interne se décomposera, tout simplement.

Les auteurs d'une étude menée en 2017 sur des insectes volants disparus en Allemagne, ont suggéré d'autres causes possibles, notamment les pesticides et la perte d'habitat. En effet, les arthropodes du monde entier doivent lutter contre les agents pathogènes et les espèces envahissantes. Selon ces derniers, le danger pour ces arthropodes n'était pas la température qui augmente, mais la sécheresse et le manque de précipitations. Lister a également souligné que, depuis 1969, l'utilisation de pesticides a diminué de plus de 80% à Porto Rico.

Les auteurs de l'étude ont utilisé une méthode analytique récente, inventée par un professeur d'économie de l'Université Fordham, pour évaluer le rôle de la chaleur dans ce déclin. De plus, les auteurs ont analysé les effets des conditions météorologiques, tels que les ouragans, et ont encore constaté une tendance constante qui, selon Schowalter, plaide de manière convaincante en faveur de la problématique climatique : *« Je pense que leurs résultats et leurs mises en garde sont minimisés. La gravité de leurs découvertes et de leurs ramifications pour les autres animaux, en particulier les vertébrés, est hyper-alarmante »*, a déclaré Wagner.

Cependant, Wagner n'est pas convaincu que le changement climatique soit le moteur mondial en ce qui concerne la perte d'insectes. *« Le déclin des insectes en Europe du Nord précède celui du changement climatique dans ce pays. De même, en Nouvelle-Angleterre, des déclins tangibles ont commencé dans les années 1950 »*, a-t-il déclaré.

Dans tous les cas, peu importe la cause, tous les scientifiques ont convenu que davantage de personnes devraient prêter attention au déclin des insectes à travers le monde entier. *« C'est quelque chose de très effrayant »*, a déclaré Merrill, en ajoutant que *« nous pouvons tous aller de l'avant, en utilisant des voitures moins énergivores et en éteignant les appareils électroniques non utilisés, pour commencer »*.

Xerces Society, basée à Portland, un groupe environnemental à but non lucratif qui promeut la conservation des insectes, recommande de planter un jardin avec des plantes indigènes qui fleurissent tout au long de l'année. *« Malheureusement, nous avons la sourde oreille à Washington. Mais ces oreilles devront bien finir par écouter à un moment donné, car nos disponibilités alimentaires seront menacées »*, a déclaré Schowalter. En effet, 35% des cultures de plantes dans le monde nécessitent la pollinisation par les abeilles et autres animaux.

La perte d'insectes et d'arthropodes pourrait totalement anéantir le réseau alimentaire de la forêt, a averti Lister, entraînant de ce fait la disparition d'espèces végétales sans pollinisateurs. « *Si les forêts tropicales disparaissent, ce sera un nouvel échec catastrophique au niveau du système terrestre. Des effets qui se répercuteraient sur les êtres humains de manière presque inimaginable* », a-t-il déclaré.

Sources : [Proceedings of the National Academy of Sciences](#), [Science](#), [Cornell Lab of Ornithology](#)

[Le choix fatal de Humpty-Dumpty](#)

Par Dmitry Orlov – Le 16 octobre 2018 – Source [Club Orlov](#)



Selon la comptine anglaise, « [Humpty Dumpty](#) s'est assis sur un mur, Humpty Dumpty a fait une lourde chute. Tous les chevaux du roi et tous les hommes du roi n'ont pas réussi à recoller Humpty. » C'est souvent présenté comme une énigme, et les enfants sont invités à deviner que Humpty était un œuf. C'est, bien sûr, la mauvaise réponse : la bonne réponse, comme tous les enfants d'aujourd'hui doivent le savoir, est que Dumpty est le dollar américain.

Mais revenons à la comptine : pourquoi tous les hommes du roi essaieraient-ils de recoller un œuf cassé, et pourquoi des chevaux seraient-ils envoyés pour aider ? En fait, Dumpty n'était pas un œuf, mais un gros canon qui est tombé accidentellement du mur d'un château pendant la [guerre civile anglaise de 1642 à 1649](#) et s'est brisé en morceaux. Une autre comptine, [Ring a ring o' roses](#), parle de la Grande peste de 1665. Les comptines ne parlent pas de choses enfantines, mais de choses graves, comme les guerres civiles, les pandémies... et les effondrements de devises.

L'un des événements les plus marquants du début du XXI^e siècle est la disparition du dollar en tant que principale monnaie de réserve mondiale. Étant donné que de nombreuses personnes demanderont immédiatement à savoir quand exactement cela se produira, permettez-moi de me précipiter pour leur donner la bonne réponse : cela se produira au début du XXI^e siècle. Quant au scénario exact, c'est là que cela devient intéressant.

À quel point le dollar américain ressemble-t-il à Humpty Dumpty ? Tout est dans la comptine : il est fragile, il va tomber et se briser, et aucune quantité d'énergie (« chevaux du roi ») ou de

puissance militaire (« hommes du roi ») ne pourra le remettre en état. Il y a une dimension supplémentaire à cette affaire de chute du mur. Il n'est pas si courant de s'asseoir sur un mur, mais le terme « assis sur une clôture » est souvent utilisé pour indiquer l'indécision.

Cela soulève un aspect important de la chute d'un mur que nous ignorons à nos risques et périls : il y a deux façons de tomber d'un mur, et la décision de savoir laquelle est rarement sans conséquence. Les murs et les clôtures partagent une caractéristique fondamentale : ils servent à séparer l'intérieur de l'extérieur. Si Humpty était tombé à l'extérieur, les hommes du roi auraient dû faire une sortie et s'élancer, bravant de grands dangers, pour récupérer ses puissants débris.

Quels sont les deux côtés du mur d'où le dollar des États-Unis tombera et en quoi sont-ils différents ? Nous reviendrons sur cette question plus bas, mais nous devons d'abord énoncer quelques principes de base. Pour qu'une monnaie puisse servir de monnaie de réserve mondiale, il faut qu'elle soit disponible en grande quantité. Un pays peut laisser proliférer sa monnaie de trois façons principales : en la prêtant, en l'empruntant, en l'imprimant et en la distribuant simplement sans condition.

Il est bien sûr préférable de la prêter : d'autres pays vous versent alors des intérêts que vous pouvez réinvestir dans le projet de faire payer à d'autres pays des intérêts sur votre propre argent. Mais cela ne fonctionne que si d'autres pays doivent absolument acheter votre devise afin de l'utiliser pour acheter quelque chose dont ils ont absolument besoin, comme le pétrole saoudien (qui pendant longtemps n'a pu être acheté qu'avec des dollars américains, sur la base d'un [accord entre l'Arabie saoudite et les États-Unis](#)). Cela ne fonctionne également que jusqu'à ce que de nombreux pays que vous avez saignés à blanc commencent à manquer à leurs engagements de remboursement, vous laissant avec des trous béants dans votre système bancaire qui ne peuvent être comblés qu'en imprimant l'argent et en le mettant dans ces trous.

L'astuce qui consiste à faire payer les autres pour utiliser votre argent est agréable, mais elle ne fonctionne pas toujours, et alors l'alternative – payer les autres pour utiliser votre argent – entre en jeu. Pour ce faire, il est plus facile de gérer les déficits commerciaux et budgétaires et de les combler par l'émission de titres d'emprunt publics. La raison pour laquelle cela ne fonctionne pas toujours est simple : qu'étaient supposés faire les Saoudiens de tous ces dollars qu'ils recevaient pour leur pétrole (à part les gaspiller pour des armes américaines inutiles qu'ils ont rapidement enterrées dans le sable) ? Prêtez-les aux Américains, bien sûr ! Pendant un certain temps, ce système, appelé « recyclage des pétrodollars », a fonctionné comme un charme : les Américains ont prêté des dollars à un taux plus élevé, puis les ont empruntés aux Saoudiens à un taux plus bas.

Mais comme toutes les bonnes choses, ce programme « quelque chose en échange de rien » a fini par cesser de fonctionner. Les déficits commerciaux et budgétaires se sont transformés en un gigantesque amoncellement de dettes qui n'ont cessé de croître, et il n'y avait tout simplement pas assez d'emprunteurs dans le monde sur lesquels on pouvait compter pour recycler tout cet argent. Au lieu de cela, les États-Unis comptent de plus en plus sur le fait de payer les gens pour qu'ils utilisent leur argent – en l'empruntant pour le faire exister et en payant d'autres pour utiliser le dollar américain, on en est là. Le problème, c'est qu'il devient finalement impossible de maintenir l'économie en marche parce que le capital dont elle a besoin continue d'être absorbé par le monstre de la dette qui ne cesse de croître sous la forme

de paiements d'intérêts.

La solution à ce problème, puisque c'est votre propre monnaie et que vous faites ce que vous voulez, est de réduire les taux d'intérêt à zéro et de commencer à prêter de l'argent à 0% d'intérêt. Maintenant, soudainement, il y a plein d'emprunteurs ! Ce n'est pas exactement la même chose que d'imprimer de l'argent et de le distribuer, puisqu'il y a des conditions : quand les prêts arrivent à échéance, ils doivent être soit remboursés (si vous avez de la chance !), soit reportés sur de nouveaux prêts, toujours à 0% d'intérêt (on peut l'espérer !). Mais comme les seules entreprises et institutions financières qui peuvent se permettre d'aller jusqu'à l'auge de 0 % sont les grandes sociétés et les institutions financières, l'argent gratuit ne parvient pas aux consommateurs et ne stimule pas la demande, ce qui fait que ce n'est pas une bonne idée d'investir dans quoi que ce soit de productif.

Cet argent sert plutôt à alimenter les investissements spéculatifs : les entreprises gonflent le cours de leurs actions en achetant leurs propres actions ; les institutions financières gonflent les prix de l'immobilier et d'autres actifs. C'est ainsi que l'argent fédéral continue de circuler et que le système financier ne s'effondre pas. Les riches se sentent encore plus riches, mais ce n'est guère un cycle vertueux pour l'économie dans son ensemble : le gonflement des prix des actifs pour des produits de première nécessité comme le logement fait baisser les dépenses de consommation et réduit, plutôt que de la faire croître, l'économie réelle des biens et services de consommation. Néanmoins, il se peut que vous entendiez actuellement beaucoup d'[affirmations absurdes](#) telles que : « ... l'inflation des actifs a été le principal moteur de la croissance dans les pays développés depuis la crise financière mondiale, il y a 10 ans ... ». Regardez quelle énorme et belle tumeur économique nous avons développée en ne mangeant rien d'autre que du sirop de maïs à haute teneur en fructose !

Mais nous n'avons pas eu besoin d'attendre que les investisseurs spéculatifs saignent du nez à cause des prix des actifs gonflés jusqu'à la stratosphère ou que l'économie de consommation s'effondre à cause de l'austérité imposée par l'inflation des actifs, car assez vite, les acheteurs de dette non américains se sont poliment demandés s'ils ne pouvaient pas être rémunérés un peu plus que 0% pour leurs efforts. Les taux d'intérêt sur la dette fédérale ont ensuite dû augmenter pour que le marché puisse absorber la nouvelle dette sans nuire à la valeur de la dette américaine. Les taux sur les emprunts du gouvernement américain sont maintenant supérieurs au niveau magique de 3% auquel on pense que les choses commencent à se décomposer.

Au-delà d'un certain point, une hausse des taux d'intérêt déclenchera une récession ou une dépression. Mais même si ce n'est pas le cas, les emprunteurs étrangers finiront par se rendre compte que les taux d'intérêt élevés sont aussi mauvais que les taux d'intérêt à 0% si votre créancier se trouve être un mauvais payeur. Nous avons déjà été entraînés dans cette voie : avant la défaillance du gouvernement russe en 1998, les taux d'intérêt sur la dette publique russe ont grimpé jusqu'à 100%. C'est à ce moment-là que les investisseurs internationaux ont décidé que ce n'était plus drôle et sont partis. Il n'y a donc pas de « bon » niveau de taux d'intérêt à présupposer lorsque l'on s'enfonce dans un trou de dette.

Existe-t-il d'autres solutions que de s'enfoncer dans le gouffre de la dette ? Certaines possibilités se sont ouvertes à cet égard avec l'élection de Donald Trump. Il a tout le flair intellectuel macro-économique d'un magnat de casino et d'hôtel croisé avec un organisateur de

concours de beauté et un animateur de télé-réalité, mais son caractère mégalomaniaque le rend incapable de percevoir ses limites intellectuelles. Ajoutez à cela le fait qu'il a été privé de toutes possibilités d'action à l'exception de quelques-unes seulement : accorder des allègements fiscaux aux sociétés et aux riches, augmenter les dépenses de défense et imposer des sanctions unilatérales à quiconque ne lui plaît pas. Ce dernier point se révèle assez mortel en ce qui concerne le statut du dollar américain en tant que monnaie de réserve internationale. Si la capacité d'une personne d'utiliser le dollar américain dans des réserves de change ou dans des règlements internationaux peut être compromise sans préavis en raison d'un caprice présidentiel, le dollar américain devient alors plutôt peu attrayant. Cette évolution a donné un coup de fouet à l'effort, déjà en cours, visant à s'éloigner du dollar américain dans le commerce international.

Il y a deux effets à attendre de cette évolution. La première est que la demande mondiale de dollars américains diminuera à mesure que d'autres pays trouveront des moyens de commercer les uns avec les autres dans leur propre monnaie ou en utilisant le troc, sans passer par le dollar américain. L'autre est que l'offre de dollars US va augmenter, à mesure que les détenteurs étrangers de dollars US se débarrasseront de leurs avoirs. En conséquence, les États-Unis ne seront plus en mesure de continuer à emprunter à l'échelle internationale pour continuer à financer leurs gigantesques déficits commerciaux et budgétaires. D'un autre côté, les États-Unis seront inondés de dollars en provenance de l'étranger, et les États-Unis ont encore beaucoup d'actifs à vendre. Nous devrions nous attendre à ce qu'une grande partie des actifs aux États-Unis changent de main pour celles d'investisseurs étrangers. Nous devrions aussi nous attendre à ce que tout ce qui n'est pas solidement cloué au sol soit mis en caisse et exporté, en grande partie vers la Chine.

Que pouvons-nous faire face au choix fatidique de Humpty ? Dumpty devrait-il basculer la tête sur les talons ou les talons sur la tête ? En basculant vers l'avant, vers des taux d'intérêt plus élevés, Dumpty continuerait à faire fructifier de l'argent gratuit, pendant un temps, tout en mettant en faillite les nombreuses sociétés qui sont retenues la tête hors de l'eau par des taux d'intérêt extrêmement bas, déclenchant une grave récession/dépression et un effondrement financier total. En basculant en arrière et en maintenant les taux d'intérêt à un bas niveau, le dollar perdrait de sa valeur, ce qui ferait monter l'inflation et rendrait difficile pour les États-Unis de continuer à financer leurs déficits. Incapable de prêter ou d'emprunter de l'argent pour exister, il serait forcé de recourir au Plan C : il lui suffirait d'imprimer des dollars et de les distribuer, sans condition. Mais cela conduit à une hyperinflation et à un effondrement financier complet.

Le choix de Dumpty n'est peut-être qu'une question de style, car le résultat final sera le même. Ce ne sera pas non plus un choix rationnel : les décideurs politiques américains ont depuis longtemps renoncé à toute mesure réaliste du taux de chômage, de l'inflation ou de la croissance du PIB. Leurs modèles pourraient aussi bien être basés sur des feuilles de thé ou des entrailles de chèvre. Mais nous devrions quand même être en mesure de déterminer de quelle façon Dumpty va basculer en observant les premiers signes. Si nous voyons un effondrement déflationniste, Dumpty a visé vers le haut et il est tombé en arrière ; si nous voyons un effondrement inflationniste, Dumpty a visé vers le bas et il est passé par-dessus bord.

[Le pétrole de schiste croule sous les dettes](#)

Philippe Gauthier 23 octobre 2018

On sait déjà que l'industrie américaine du pétrole est très endettée, mais ce n'est qu'une partie de ses problèmes. Son service de la dette est très élevé et au taux de profit actuel sur le pétrole, la ressource sera sans doute épuisée avant que l'industrie n'ait réussi à rembourser ses créanciers. Pourquoi prêter de l'argent de l'industrie dans ses conditions? Parce le secteur de la finance y gagne à court terme et qu'il espère refiler la dette à d'autres avant que la bulle n'éclate.



Ce printemps, la perte de l'industrie américaine du pétrole de schiste depuis 2007 était estimée à 280 milliards de dollars. Selon de nouveaux calculs effectués par Mike Shellman, la dette accumulée, pour sa part, serait de l'ordre de 285 à 300 milliards. De ce montant, environ 240 milliards auraient été contractés pour l'exploration et existeraient sous forme d'obligations arrivant graduellement à échéance d'ici 2023. Sans bénéfices suffisants, l'industrie devra donc rembourser ses engagements en contractant d'autres dettes.

Or, beaucoup de ces dettes ont été contractées lorsque les taux d'intérêt étaient peu élevés. Comme la Réserve fédérale américaine augmente actuellement ses taux et comme beaucoup de pétrolières souffrent maintenant d'ennuis financiers et des cotes de crédit dégradées, ces emprunts bon marché pourraient être remplacés par de nouveaux coûteux prêts à 7 % d'intérêt environ. Shellman estime que d'ici la fin de 2019, l'industrie du pétrole de schiste devra verser 20 milliards de dollars par année en intérêts.

Ces 20 milliards de dollars représentent les revenus de 1,5 million de barils par jour, soit 29 % de toute la production américaine de pétrole de schiste. Ces montants iront vers le secteur de la finance et ne serviront pas à faire de l'exploration ou à mettre en exploitation de nouveaux gisements et remplacer ceux qui s'épuisent au rythme de 15 à 28 % par année dans le secteur du schiste.

Au prix actuel, le remboursement de la dette de près de 300 milliards de dollars exigera au total la production d'environ 9 milliards de barils de pétrole de schiste. Or les réserves combinées des deux secteurs de production texans (Permien et Eagle Ford) atteignent justement 9 milliards de barils. Je n'ai pas pu trouver la valeur exacte de ce qui reste à pomper à Bakken (Dakota du Nord) mais elle doit être de l'ordre de 2 à 3 milliards de barils.

Autrement dit, pour que l'industrie du pétrole puisse rembourser son immense dette, il faudrait qu'elle y consacre la quasi-totalité des réserves qui subsistent. Ou alors, que le prix du baril de pétrole passe à 125 dollars du baril et qu'il reste un bon moment à ce niveau. Mais des prix aussi élevés pèseraient vite sur l'économie mondiale, provoquant une récession, une chute de la demande et une baisse des prix.

Pourquoi prête-t-on aux pétrolières?

Si le remboursement est si incertain, pourquoi le secteur de la finance prête-t-il aux pétrolières? Au-delà des effets d'annonces et des prospectus financiers à l'optimisme suspect, on peut évoquer quatre raisons principales :

- Le secteur est déficitaire dans son ensemble, mais environ 40 % des entreprises y réalisent tout de même certains bénéfices. Ces exemples entretiennent l'espoir de découvertes rentables pour entreprises déficitaires.
- Les obligations des pétrolières offrent un excellent rendement, dans un monde où les investissements payants se font rares.
- Une grande partie de l'argent prêté vient non pas des fonds propres du secteur financier, mais d'argent confié par des caisses de retraite ou des fonds communs de placement – le risque est donc assumé par des tiers.
- Les firmes financières qui investissent leur propre argent croient qu'elles seront averties avec assez d'avance d'éventuels problèmes financiers et qu'elles pourront revendre leurs obligations à des investisseurs moins bien informés, qui assumeront la dette bien malgré eux.

Sources :

- Mike Shellman, [Deep the Denial](#)
- Art Berman, [The beginning of the end for the Bakken shale play](#)
- [Épuisement accéléré du pétrole de schiste au Texas](#)
- [280 milliards \\$ de pertes pour le pétrole et le gaz de schiste depuis 2007](#)

Tout va s'écrouler ? Même pas peur !

Michel Sourrouille , biosphere , 24 octobre 2018



L'idée de catastrophe imprègne même des journaux traditionalistes comme LE MONDE. Ainsi le titre de ce blog est textuellement utilisé par Roger-Pol Droit* qui commence par citer le livre

de Jared Diamond en 2006, « [Effondrement](#) » pour enchaîner sur la collapsologie, « [Comment tout peut s'effondrer](#) » publié en 2015. Eloi Laurent** s'épanche dans un autre article, « *la croissance ne résoudra pas la crise de la coopération que nous vivons actuellement, dont l'une des conséquences est la destruction aveugle de notre biosphère* ». Mais l'apothéose se retrouve dans un numéro entièrement consacré à la transition écologique***, en particulier « *l'Apocalypse, ça fatigue* ». Retenons de cet ensemble quelques éléments clés sur lesquels nous ne pouvons qu'être d'accord.

– Confondre la fin d'un monde, et les soubresauts qu'elle entraîne, avec la fin du monde est une fâcheuse erreur.

– D'une certaine manière nous nous délectons de la ruine de la société et de la destruction de tout ce que nous aimons.

– La façon anxigène dont le catastrophisme est présenté conduit notre cerveau à éviter totalement le sujet.

– Nous nous inquiétons, nous oublions, nous redécouvrons les problèmes ; nous n'échappons pas à leurs effets.

– En réalité, on ne sait pas du tout comment cela va finir.

– Explorons la collapsosophie, cette sagesse au bord du gouffre qui consiste à cultiver en nous la compassion, l'altruisme, la présence au monde et la spiritualité.

– Lorsque les comportements auront changé, les dirigeants suivront.

* LE MONDE des livres, 19 octobre 2018

** LE MONDE idées du 20 octobre 2018, *Pourquoi coopérer plutôt que collaborer ?*

*** LE MONDE l'époque du 21-22 octobre 2018, *Opération transition*

Une catastrophe prédite il y a déjà fort longtemps

Michel Sourrouille , biosphere , 23 octobre 2018

La catastrophe est désormais une catégorie qui s'est imposée comme horizon pour n'importe quel citoyen. Pas besoin d'être un spécialiste pour savoir que notre civilisation va affronter des crises multiples ; tous les spécialistes le disent, qu'ils travaillent dans la dynamique des systèmes, ou climatologue, ou hydrologues, etc. LE MONDE* fait une rapide recension sur cette catastrophique prévision :

la journaliste Marion Rousset : « *Nicolas Hulot, annonçait sa démission de ministre de l'écologie le 28 août, refusant de se faire plus longtemps le « complice de la catastrophe en cours »... Longtemps, les discours catastrophistes n'ont suscité qu'ironie ; ceux qui mettaient en garde contre un « renversement » du monde étaient considérés comme des illuminés... Mais le grand récit théologique de l'Apocalypse fait son retour au sein même de la science. En 2008, la revue Esprit publiait un numéro consacré au « Temps des catastrophes » mis au point avec le [groupe 2040](#), un collectif de chercheurs qui estimait que cette date marquerait un tournant dans le processus de réchauffement climatique. Notre développement technologique et notre empreinte écologique se sont tellement accentués qu'on a vu arriver chez certains mathématiciens ou des physiciens, l'idée que cette accélération pouvait amener à une catastrophe. De plus en plus de paradigmes permettent de penser l'interaction entre des*

systèmes jusqu'alors déconnectés. »

biosphere : On peut remonter à bien avant 2008 pour connaître les premières alertes, elles se multiplient dès les années 1970. Un message, signé par 2 200 hommes de science de 23 pays, a été remis à U Thant, alors Secrétaire général des Nations unies, le 11 mai 1971. Il est adressé aux « trois milliards et demi d'habitants de la planète Terre ». On l'appelle le Message de Menton car il fut rédigé au cours d'une réunion qui s'est tenue dans cette ville du Sud de la France : « *Nous savons que la Terre et tous ses habitants sont mal-en-point et que nos problèmes se multiplieront si nous négligeons de les résoudre... Nous vivons en système clos, totalement dépendants de la Terre, et pour notre vie et pour la vie des générations à venir.. »* L'année suivant était publié le rapport sur « [Les Limites de la croissance](#) » ou Rapport au Club de Rome. Pour expliquer à la population la problématique mondiale de l'écosystème, ce rapport avait choisi de s'appuyer sur la dynamique des systèmes mise au point par le professeur Jay Wright Forrester au MIT (Massachusetts Institute of Technology) Il montre que, dès que l'on aborde les problèmes relatifs aux activités humaines, on se trouve en présence de phénomènes de nature exponentielle. Considérant le temps de doublement relativement bref de ces évolutions, on arrivera aux limites extrêmes de la croissance en un temps étonnamment court. Mais « *la plupart des gens résolvent leurs problèmes dans un contexte spatio-temporel restreint avant de se sentir concernés par des problèmes moins immédiats dans un contexte plus large. Plus les problèmes sont à longue échéance et leur impact étendu, plus est restreint le nombre d'individus réellement soucieux de leur trouver une solution. »*

Dès cette époque, il y a presque cinquante ans, non seulement on prédisait l'effondrement de la civilisation thermo-industrielle, mais on proposait des solutions. Pour les découvrir, elles sont recensées dans le livre de Michel Sourrouille, « [L'écologie à l'épreuve du pouvoir](#) », un livre de références indispensables.

* LE MONDE IDEES du 20 octobre 2018, *La ou les catastrophes ?*

ÉCOLOGIE PUNITIVE...

22 Octobre 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND

Pourquoi les zécolos sont des nuls électoralement parlant ? Becoze, l'écologie punitive (la hausse des prix), c'est fort impopulaire, [même Ségolène](#) s'en aperçoit, et cela met en exergue les 2 moyens de plafonner les consommations : par le ticket de rationnement, ou par le prix. Le ticket de rationnement, il faut avoir une paire de burnes en acier trempé inoxydable pour le faire, en plus, les riches n'en sont pas dispensés.

Le p'tit marquis de belgueule avait promis que les zimpôts ne seraient pas augmentés. Il n'avait pas parler des taxes. On parle même de taxes sur les couettes.

Pour certains, Jupiter sent le sapin. A 3 ans 1/2 de sa fin, la [fin de règne](#) commence à s'allonger démesurément.

Certains voient les cours du pétrole augmenter à [100 \\$ le baril](#). C'est sans doute une poussée provisoire, mais elle aura lieu. Et les euh... pas bien finis mentalement, du gouvernement parisien n'ont rien compris au film. C'est là dessus qu'ils seront jugés. Et pendus.

Hollande, alias "Porcinet", n'était mort -politiquement parlant- qu'un an avant la fin de son

mandat.

L'essence, aujourd'hui, a remplacé le pain de 1789 dans les budgets. Et nombreux sont les ménages qui, désormais dépensent plus de carburants que de nourriture.

Quand aux péages pour l'entrée dans les villes, je conseillerais au [penseur de cette mesure](#), qu'un verre d'arsenic, un grand, avalé d'un trait, c'est plus humain comme mode de suicide.

Surtout que ça, rajouté à la [viabilité économique](#), incertaine, de la plus grande partie des moyens de production de pétrole (pas seulement le pétrole de schiste), condamne cette industrie à moyen terme. Les largesses sociales dans les pays producteurs font parti du deal.

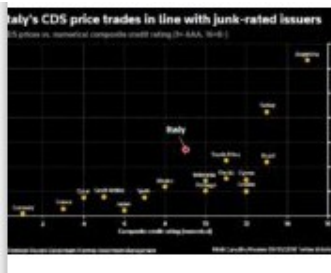
SECTION ÉCONOMIE



Sommes-nous à l'aube d'une crise financière majeure ?... Avec Paul Jorion

Publié le 22 octobre 2018 à 19:17:29 / 9 commentaires / 2 146 vues

Pascal Quignard consacre le dixième tome de son "Dernier royaume", intitulé "L'Enfant d'Ingoldstatd", à notre attrait irrémédiable pour le... Lire la suite



L'Italie est déjà considérée comme un "investissement pourri" (junk) sur les marchés des dettes !

Publié le 22 octobre 2018 à 22:59:52 / 7 commentaires / 879 vues

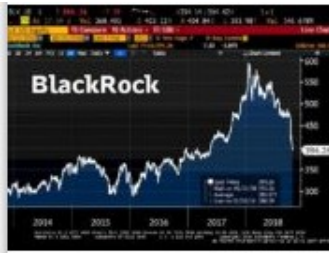
L'Italie est déjà considérée comme un « investissement pourri » (junk) sur les marchés des dettes ! Les primes de CDS pour des actifs jugés risqués sont... Lire la suite



Charles Gave: "La faillite est à l'économie ce que l'enfer est à la religion catholique !"

Publié le 22 octobre 2018 à 21:58:09 / 0 commentaire / 1 060 vues

Charles Gave: "La faillite est à l'économie ce que l'enfer est à la religion catholique ! S'il n'y a pas d'enfer, les bons prêtres ont... Lire la suite



Oups ! L'action du plus gros gestionnaire d'actifs au monde "BlackRock" continue de chuter !!

Publié le 22 octobre 2018 à 20:36:07 / 20 commentaires / 1 834 vues

Y a comme un truc qui ne tourne pas rond sur les marchés... L'action du plus gros gestionnaire d'actifs au monde "BlackRock" (64.485 milliards \$ de... Lire la suite



Le rendement à 3 mois US vient d'atteindre 2,34%, soit son plus haut niveau depuis plus de 10 ans.

Publié le 24 octobre 2018 à 10:00:23 / 1 commentaire / 256 vues

Le rendement à 3 mois US vient d'atteindre 2,28%, soit son plus haut niveau depuis 10 ans. Observez sa progression depuis 2009: Oct '09: 0.06%; Oct '10: 0.05%;... Lire la suite



Nicolas Chéron – Binck Hebdo du 23 Octobre 2018: "Le début de la fin ?"

Publié le 23 octobre 2018 à 17:26:17 / 0 commentaire / 1 257 vues

Diplômé de l'EDHEC Lille, Responsable de la Recherche Marchés pour Binck.fr, membre des Econoclastes et intervenant sur BFM Business, Nicolas Cheron tient un rendez-vous... Lire la suite



Philippe Béchade – Séance du Mardi 23 octobre 2018: "Footing dans un champ de mines..."

Publié le 23 octobre 2018 à 17:00:29 / 2 commentaires / 955 vues

Philippe Béchade, rédacteur en chef du site La bourse au quotidien, de la Chronique Agora et Président des Econoclastes, présente l'actualité boursière du Mardi... Lire la suite

« Baisse des marchés. On n'a encore rien vu selon JC Trichet ! »

L'édito de Charles SANNAT 24 Octobre 2018

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,
Jean-Claude Trichet n'est pas Charles Sannat.

Jean-Claude Trichet est un type sérieux, un vrai mamamouchi, mamamouchant à la retraite certes, maladie qui semble-t-il aurait tendance à délier les langues mamamouchesques et à permettre des raisonnements autrefois interdits par le service d'active.

Ainsi en est-il de Jean-Claude Trichet, qui n'est rien d'autre que le prédécesseur de Mario Draghi et l'ancien gouverneur de la BCE. D'ailleurs, Jean-Claude Trichet restera sans doute à jamais dans l'histoire monétaire européenne comme le premier gouverneur de la Banque centrale européenne.

Je dis cela pour les plus jeunes qui nous lisent et qui étaient trop jeunes pour prêter attention à

cela au début des années 2000.

Ce qui se passe est très mauvais, l'endettement mondial est alarmant. Il le sait et le dit. L'endettement mondial est nettement plus élevé en 2018 qu'en 2008, l'endettement des pays émergents, lui, a été multiplié par 5 en 10 ans ! Considérable.

Toutes les économies ont été droguées aux taux bas.

Tous les marchés financiers gonflés à la liquidité abondante et très peu coûteuse.

Résultat des courses ?

Une bulle colossale.

Une bulle qui est en train de se dégonfler sous vos yeux et cela commence par les marchés boursiers qui sont les plus sensibles au prix de l'argent avec les marchés de taux appelés également marchés obligataires.

Tout cela était attendu et prévu.

Ce qui est intéressant, c'est la confirmation par Jean-Claude Trichet, que côté « correction, nous n'avons encore rien vu ».

Les écarts de taux grandissent en zone euro et ce n'est pas une bonne nouvelle !

C'est un papier rapide du cabinet économique Rexecode qui revient sur les écarts de taux qui s'accroissent en zone euro suite au bras de fer entre Rome et Bruxelles.

Taux des obligations d'État à 10 ans zone euro

Après le coup de semonce de la semaine du 15 octobre et la baisse de 3,7 % de l'indice boursier mondial, l'accalmie a prévalu la semaine passée.

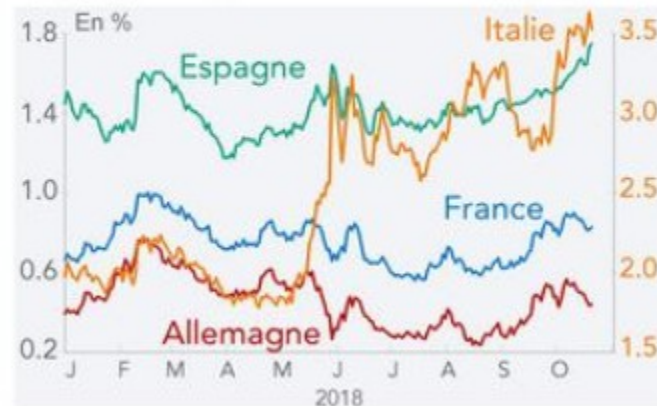
La volatilité a un peu reflué sur le marché américain. Les obligations d'État remontent, les minutes de la FED ne laissant guère de doutes sur la volonté d'accélérer un peu la hausse des taux.

En Europe, en revanche, les tensions se sont exacerbées. Alors que les négociations sur le Brexit butent sur la question irlandaise, les débats budgétaires se crispent entre la Commission européenne et l'Italie, et la semaine qui s'ouvre sera cruciale.

La Commission a aussi demandé des informations complémentaires aux autorités françaises, portugaises, belges, slovènes et espagnoles.

22/10/2018

Taux des obligations d'état à 10 ans



Eh oui, et quand les incertitudes augmentent, les taux s'ajustent et les marchés tentent de trouver le juste prix en fonction du risque estimé.

Si l'euro devait éclater, le risque italien, grec, français ou allemand serait totalement différent.

Avec l'euro, c'est la convergence des risques, donc des taux.

Quand les marchés craignent un éclatement de l'euro, les taux divergent.

Aujourd'hui, les taux divergent.

Ils peuvent vous raconter ce qu'ils veulent, mais des taux qui divergent cela veut dire que le risque d'éclatement de l'euro augmente.

C'est aussi simple que cela.

Charles SANNAT Source [Rexecode ici](#)

La BCE imperméable aux risques qui s'accumulent

« La BCE devrait rester imperméable aux menaces qui s'accumulent. »

C'est en tout cas l'analyse de l'AFP.

« Face à ce cocktail de risques, toute la question est de savoir si un ralentissement de la croissance et de l'inflation en zone euro peut contraindre la BCE à différer la normalisation de sa politique monétaire. »

« Les évolutions récentes sont tout sauf encourageantes, mais les risques de dégradation sont trop mineurs et trop prématurés pour que la BCE modifie la voie qu'elle a choisie », estime M. Brzeski.

Après, la dépêche donne des arguments degré 0... du type :

« M. Draghi pourrait relativiser jeudi ce coup de mou sur les prix en disant s'attendre à un rebond dès le mois d'octobre. »

Encore une fois, l'inflation, on s'en fiche totalement.

Il n'y en a pas. Enfin, pas réellement. Il y a bien une érosion et une hausse des prix, mais celles-ci sont marginales et contenues en termes macroéconomiques. Elles ne posent de problème qu'aux sans-dents dont les revenus n'augmentent pas et parce que justement les revenus et salaires n'augmentent pas, elles ne posent aucun problème aux économistes et aux banquiers (y compris centraux).

Le problème c'est de dégonfler les bulles et de créer le cycle de baisse volontairement.

Le problème c'est que la BCE ne peut, dans tous les cas, pas parler maintenant parce qu'elle aura besoin évidemment de le faire plus tard, et la BCE anticipe déjà par son silence le futur décrochage violent des marchés qui l'obligera à briser son silence.

Une politique de banque centrale c'est en réalité très simple.

Le gouverneur n'a que deux boutons ayant chacun une position « on » et « off ».

Les taux : « Je monte, je baisse ».

La parole : « Je l'ouvre, ou je la ferme »...

Eh oui, le monde ne tient qu'à cela.

Pas rassurant !

Charles SANNAT Source AFP via Boursorama.com ici

Délire ! L'Italie maintient son budget et l'Europe le rejette

par [Charles Sannat](#) | 24 Oct 2018 Source [AFP via Romandie.com](#) ici



« Bruxelles rejette le budget italien, le bras de fer se durcit »... Voilà pour le titre de la dépêche de notre très sérieuse AFP !

Évidemment, le problème italien est terrible.

Tremblez mes pauvres et braves manants.

D'un côté, nous avons un pays vertueux, appelé la France, avec un président vertueux, européiste et au service de la petite caste de mondialistes qui nous dirige.

De l'autre, un gouvernement italien, quelle horreur, souverainiste.

Une ignominie ignominieuse. Beurk...

Le problème c'est qu'en dehors des hululements de nos hurluberlus qui semblent avoir la berlue (et pas la Berlusconi, dont ils vont finir par regretter l'art de vivre à la bunga-bunga), c'est qu'ils ne voient pas les chiffres.

Oui Macron, Sa Sainteté jupitérienne, notre phare dans la nuit populiste qui menace l'Europe somnambule, règne sur un pays ayant 2,8 % de déficit budgétaire et là, l'Europe trouve ça bien.

De l'autre côté, l'ignoble Salvini, lui, présente un budget avec 2,4 % de déficit. Stupeur et tremblements. Moody's dégage la dégradation.

L'Europe invalide le budget.

C'est la guerre : bientôt, on titrera « Guerre des tranchées entre l'Italie et Bruxelles »...

De quoi faire bien rire mon arrière-pépé, survivant des tranchées de Verdun.

Nono Le Maire a parlé. Lui, le ministre des Finances d'un pays exemplaire, vient de faire la leçon à l'Italie (hahahahahahaha) :

« Personne ne peut s'affranchir de ces règles, qui sont les mêmes pour tous », a rappelé, avant la décision de Bruxelles, le ministre français des Finances Bruno Le Maire.

« C'est aussi dans l'intérêt des Italiens d'avoir des règles solides, une monnaie stable, une zone euro qui se renforce », a-t-il ajouté lors d'un déplacement à Strasbourg.

Klaus Regling, le patron du Mécanisme européen de stabilité (MES), une organisation de l'UE chargée de venir en aide aux pays de la zone euro en difficulté, a lui assuré mardi que l'Italie n'était « pas la prochaine Grèce ».

« Il ne faut pas paniquer (...) Le risque de contagion à d'autres pays est très limité », a-t-il ajouté.

Courrez aux abris, vous connaissez l'histoire... « Le nuage s'arrête à la frontière », ou encore le « Ceci n'est pas un krach » de Lagarde en 2008...

On rigole bien tout de même mes amis.

Tous les jours je rigole, je rigole.

À fleurets mouchetés

François Leclerc <https://décodages.com/> 23 octobre 2018

Nous n'en sommes pas du tout arrivés aux dernières extrémités. L'apocalypse européenne est repoussée à plus tard. Face à face, le Premier ministre italien Giuseppe Conte et le commissaire Pierre Moscovici continuent d'affirmer dans tous les médias leur volonté de dialogue, la seule chose sur laquelle ils sont d'accord.

« Nous ne sommes pas des têtes brûlées » martèle le premier, comme l'avaient précédemment affirmé Matteo Salvini et Luigi Di Maio, les leaders de la Ligue et du Mouvement des 5 étoiles. Le Premier ministre a ajouté : « écoutez-moi bien : pour l'Italie, il n'y a aucune chance d'Italexit, de sortie de l'Europe ou de l'eurozone ». Quant à la Commission, qui s'exprime par la voix de son Commissaire allant au charbon, elle « ne veut pas d'une crise entre Bruxelles et Rome », car « la place de l'Italie est au cœur de l'Europe ». Il ne reste plus qu'à se mettre

d'accord.

Pierre Moscovici ne fait pas assaut de clarté en déclarant à propos de ses interlocuteurs « je n'ai pas senti qu'ils allaient bouger, mais j'ai senti une chose très importante pour moi, c'est de dire 'nous pouvons être en désaccord, mais nous sommes en désaccord dans le cadre de règles communes qui sont les règles européennes' »... Quel dur métier !

Faisant contraste, Giuseppe Conte clarifie ses raisons de refuser de revenir sur ses prévisions budgétaires 2019, après avoir fait le geste de réduire le déficit les deux années suivantes. Pour justifier les prévisions de déficit structurel qui sont contestées, il fait dorénavant valoir que « c'est une décision difficile mais nécessaire à la lumière du retard mis à retrouver le niveau de PIB d'avant la crise et des conditions économiques dramatiques dans lesquelles se trouvent les couches les plus désavantagées de la société italienne ».

Mais, face aux doutes qui s'expriment à propos des prévisions de croissance adoptées pour le budget, il prend un engagement. « Si les rapports dette/PIB et déficit/PIB ne devaient pas être en ligne avec ce qui est prévu, le gouvernement s'engage à intervenir en adoptant toutes les mesures nécessaires afin que les objectifs indiqués soient rigoureusement respectés ». En clair, à repousser des mesures contestées par Bruxelles en raison de leur impact financier.

Le débat prend une toute autre dimension, alors que va s'ouvrir la campagne électorale pour les élections européennes. Il ne s'agit plus d'opposer la souveraineté italienne à la dictature de Bruxelles et de faire un chantage à la sortie de l'euro, mais d'intervenir face à une situation sociale dramatique, qui n'est pas propre à l'Italie. Giuseppe Conte rajoute que c'est tout aussi indispensable afin d'éviter que le pays ne retombe dans la récession.

Pierre Moscovici se veut conciliant, mais il a ses limites. « Le maximum que nous pouvons faire, c'est une possibilité, nous allons en débattre, c'est de demander à l'Italie de resoumettre un autre budget qui tienne compte des observations, des questions et aussi des règles européennes », ajoutant que « ce serait une première ».

En attendant, cela fournit l'occasion, toute l'attention étant focalisée sur le cas italien, à d'autres pays de passer l'examen de passage budgétaire de la Commission plus aisément. Pour la première fois, il a fallu le temps, un gouvernement met en cause l'application du Traité. Il va être difficile de reporter à après les élections le débat d'orientation qui vient d'être ouvert sur un autre mode que celui qu'avait choisi Emmanuel Macron.

Raison de plus pour assurer la succession de Jean-Claude Juncker avec comme objectif le verrouillage de la situation. Dans l'immédiat, certains gouvernements – comme le français – s'en sont remis à la Commission pour traiter le cas italien afin de ne pas monter en première ligne, ce qui serait mal à propos, eux-mêmes ayant à se faire pardonner.

Tous égaux devant la guerre, la révolution, la peste ou un krach

Rédigé le 24 octobre 2018 par [Jim Rickards](#)



Depuis l'Age de bronze, le renforcement des inégalités est la tendance naturelle des sociétés. Les cartes ne sont réellement redistribuées que lors de cataclysmes.

Nous avons vu précédemment qu'aux États-Unis, les riches devenaient encore plus riches tandis que les pauvres s'appauvrirent.

Une des explications est que cette classe sociale — qui supporte le plus d'impôts — a vu son épargne détruite lors de la crise de 2008. Tandis que l'élite politique et financière se tirait à bon compte de la crise de 2008, la classe moyenne n'a pu reconstituer son patrimoine et se fait évincer des postes clés.

Comme je l'ai indiqué, le livre de Walter Scheidel, *The Great Leveler* (2017) s'intéresse à l'inégalité des revenus depuis l'Âge de bronze et bien avant. Il tire plusieurs conclusions majeures, qui sont cruciales si l'on veut comprendre les inégalités de revenus auxquelles notre société est confrontée.

La première conclusion est que l'on ne manque pas de propositions visant à remédier à cette inégalité de revenus.

La deuxième conclusion est la suivante : aucun de ces remèdes n'a la moindre chance de se transformer en loi dotée de ressources suffisantes et opérant à assez grande échelle pour avoir un effet sur l'inégalité des revenus.

La législation et les tribunaux sont réellement contrôlés par les banquiers et avocats d'élite qui font obstacles aux mesures risquant véritablement d'entamer leur statut d'élite.

Bref, les renards sont aux commandes du poulailler et les poulets n'ont aucune chance !

Cela ne veut pas dire que l'inégalité des revenus ne s'aplanit ou ne s'inverse jamais. Périodiquement, la société vit ce que Scheidel appelle une « remise à plat », au cours de laquelle la répartition des revenus est « comprimée » et les écarts entre riches et pauvres énormément réduits.

Ça, c'est la bonne nouvelle.

La mauvaise nouvelle, c'est que cette remise à plat n'est provoquée que par la mort ou la violence, à la suite d'une mobilisation de guerre massive, d'une révolution extrême, d'une pandémie de peste, ou d'un effondrement de l'ensemble de la société.

L'exemple classique est celui de la Peste Noire, au XIV^{ème} siècle, en Europe : elle a tué un tiers de la population, mais les ouvriers ayant survécu ont obtenu une augmentation en raison des pénuries de main-d'œuvre. Ce phénomène est bien documenté, mais c'est une curieuse façon d'obtenir une augmentation.

Les perspectives de réduction des inégalités de revenu — et d'amélioration du bien-être de la classe moyenne — sont plutôt sombres, à moins que ne débarque l'un de ces quatre Cavaliers de l'Apocalypse : la guerre, la révolution, la peste ou un effondrement systémique. Personne n'est favorable à ce que l'une de ces quatre éventualités survienne, mais sans elles, inutile de s'attendre à que l'inégalité des revenus se réduise.

Inégalités des revenus : comment vous libérer de ce piège ?

Ce n'est pas parce que le tableau général est sombre que chaque individu de la classe moyenne doit être désavantagé et opprimé par les forces en présence. Même avec une dégradation des revenus moyens et de leurs niveaux de répartition, un individu peut tout de même sortir du lot et améliorer son existence en quelques étapes toutes simples.

Maintenez une forte cohésion familiale

Les revenus et l'épargne des familles restées intactes — échappant à la mortalité infantile, au divorce, à la drogue et aux autres dysfonctionnements — sont plus élevés que ceux des familles qui ont succombé à ces comportements destructifs.

Formez-vous le plus possible

Cela implique d'aller dans les zones les plus privilégiées de la carte scolaire, notamment dans des écoles privées accessibles avec des bourses d'études, et de suivre les formations « techniques » les plus longues possibles, en obtenant notamment des diplômes de 3^{ème} cycle et en suivant des formations en droit, médecine et ingénierie. La formation offre un retour sur investissement plus élevé que n'importe quel programme d'investissement ou méthode de répartition d'actifs inventée à ce jour.

Épargnez

Que vous gagniez beaucoup ou assez peu d'argent, épargnez toujours quelque chose. La somme est peut-être modeste, au départ. Mais au bout d'un temps, la puissance de la capitalisation prend le pas, et « l'argent qui fructifie » commence à s'amasser.

Warren Buffett a la réputation d'être l'investisseur le plus doué de toute l'histoire, pour sélectionner des actions. En fait, son véritable génie a été de se rendre compte, très jeune, de l'effet de l'imposition différée. Ce n'est qu'un calcul tout simple à faire mais il n'est jamais trop tard pour s'y mettre.

Diversifiez vos investissements

Cela va peut-être passer pour une évidence, mais la plupart des investisseurs ne comprennent pas ce qu'est une véritable diversification. Ils pensent que s'ils possèdent 50 actions dans 10

secteurs, il s'agit de « diversification ». Ils ne se rendent pas compte que toutes les actions de tous les secteurs ne représentent qu'une seule et même classe d'actifs, laquelle affiche régulièrement un comportement fortement corrélé, ce qui est exactement contraire à l'objectif de la diversification.

[NDLR : Une vraie diversification originale ? Notre spécialiste Gaël Deballe vous explique ici comment obtenir des loyers réguliers sans immobilier. Une méthode originale, quasiment inconnue en France, dont lui-même dégage la majorité de ses revenus. [Découvrez-la ici.](#)]

Une véritable diversification implique un modeste compartiment d'actions, d'obligations, de liquidités, d'or, de terres, d'œuvres d'art et d'autres investissements dans les secteurs du capital-investissement, du capital-risque, des ressources naturelles et des technologies.

Un tel portefeuille pourrait sous-performer à court terme mais très certainement surperformer à long terme. Warren Buffett a dit que pour gagner de l'argent, la clé consiste à ne pas en perdre. La diversification vous aide à accomplir cet objectif.

Faites preuve de patience

Aucune des idées évoquées ci-dessus ne constitue un remède rapide. Toutes se déroulent sur des dizaines d'années. Pourtant, si vous avez la vingtaine, la trentaine ou la quarantaine, vous disposez de décennies devant vous.

Même si vous avez la cinquantaine ou soixantaine, vous avez encore le temps de récolter les bénéfices de l'épargne, de la diversification et de la capitalisation. Avec assez de temps et de patience, vous pourrez même finir par être membre de l'élite, vous-même.

Or, actions, matières premières : quel avenir ?

Rédigé le 24 octobre 2018 par [Bill Bonner](#)



Suite à sa conférence aux Bermudes, Bill Bonner fait un point sur les dernières tendances des différentes classes d'actifs, comment gagner de l'argent ou ne pas en perdre.

Flash info : Donald Trump propose une nouvelle baisse d'impôts.

« Hein ? » se sont demandé Washington et les médias. « Comment allons-nous payer le gouvernement ? Le déficit est déjà galopant ».

« Les voies du Donald sont impénétrables », ont répondu ses fans.

Tout ça n'est pas impénétrable pour vous, cher lecteur, n'est-ce pas ? [Personne n'a plus à](#)

perdre d'une correction de marché que Donald J. Trump.

Il s'est attribué tout le mérite de la bulle boursière... et a joué sa crédibilité (s'il en a) sur l'expansion de l'économie réelle (si elle existe). Non seulement ça, mais sa fortune personnelle a été construite sur des taux d'intérêt artificiellement bas, et sa survie pourrait désormais en dépendre.

Comment Trump peut-il faire en sorte que le boom se poursuive ? En injectant plus d'argent ! C'est pour cela qu'il commence désormais à attaquer la politique de « normalisation » de la Fed... et qu'il prépare le pays à une nouvelle réduction d'impôts.

Restez à l'écoute... cela promet d'être intéressant.

Une vague miraculeuse d'Intelligence Artificielle Générale ?

En attendant, l'un des principaux sujets de notre conférence aux Bermudes était l'effet des nouvelles technologies sur l'avenir.

Plusieurs intervenants — Glenn Beck, Doug Casey, Jeff Brown et Teeka Tiwari, par exemple — étaient remarquablement positifs.

Selon eux, la technologie va déclencher une vague miraculeuse dans les années qui viennent, à tel point que le monde, dans seulement 10 ans, ne ressemblera plus beaucoup au monde actuel.

Ce sera « une époque glorieuse », selon Beck, avec plus de changements et d'innovations lors des 10 prochaines années que durant toute l'histoire de l'humanité jusqu'à aujourd'hui.

Ce progrès, disent-ils, proviendra de l'Intelligence Artificielle Générale (un terme que nous ne connaissons pas... l'IAG recouvre la capacité d'une machine à faire tout ce qu'un humain pourrait faire... et plus).

Apparemment, l'IAG pourra faire des choses dont nous ignorions qu'il fallait les faire... et peut-être même des choses dont nous préférerions qu'elles ne soient pas faites.

Nous allons donc prendre l'autre côté de la transaction. Les technologies de l'information n'ont pas engendré un glorieux avenir, jusqu'à présent ; elles n'ont fait que créer de nouvelles distractions bruyantes.

Aujourd'hui, nous allons expliquer pourquoi deux des plus indiscrètes — Facebook et Google — pourraient bien devenir silencieuses dans les années qui viennent.

Avant cela, un petit passage en revue de ce qui s'est dit durant le reste de la conférence :

Les cryptomonnaies : tout dépendra de la demande

Deux analystes, Teeka Tiwari et Marco Wutser, étaient très positifs... très optimistes... et certains que les cryptos vont s'envoler.

Pourquoi ? Les grandes sociétés de l'industrie financière ont réalisé qu'il y a une demande de produits crypto ; lorsqu'elles commenceront à acheter pour nourrir ces nouveaux produits, les cryptos basculeront dans le grand public... et grimperont.

Notre point de vue : peut-être. Ou peut-être pas.

L'or : contre l'inflation et la déflation et pour ne pas perdre d'argent

Plusieurs analystes étaient haussiers sur l'or. Un argument en sa faveur : les prix à la consommation vont augmenter à mesure que la guerre commerciale commencera à faire mal.

Un autre : les crises politiques... les sanctions contre le pétrole iranien... le résultat des élections de mi-mandat aux Etats-Unis — de nombreuses épingles pourraient faire éclater cette bulle de tout.

Un autre argument encore : l'or est dans un marché baissier depuis juillet 2011. Il est temps que la tendance change.

Nous ajoutons notre propre argument à tout cela : la dette mondiale peut ne pas être remboursée. Elle doit être éliminée soit par l'inflation... soit par la déflation.

Donald J. Trump, le « Roi de la Dette », est un champion de l'inflation. Il fera tout ce qui est en son pouvoir pour que la crise de dette qui se profile soit résolue par l'inflation et non la déflation.

Notre point de vue : le prix de l'or est désormais correct. La future crise (quelle que soit la forme qu'elle prend) signifiera probablement une hausse du prix de l'or. Nous ne recommandons pas l'or comme moyen de gagner de l'argent, cependant ; nous le recommandons comme moyen de ne pas en perdre.

Les matières premières : un bon moment pour acheter

Rick Rule nous a donné — comme toujours — des arguments cohérents et convaincants en faveur des matières premières. Ces arguments ont été méprisés pendant des années, si bien que, en dehors de l'arnaque au pétrole de schiste, peu d'argent a été investi dans de nouvelles explorations.

Le cycle des matières premières est long, explique Rick. Il faut des années avant qu'une nouvelle mine commence à alimenter le marché. Cela signifie qu'entre le moment où l'on redécouvre des besoins et le moment où ces besoins sont satisfaits grâce à un accroissement de l'offre, il y a une longue période où les prix des actions grimpent de manière astronomique.

Notre point de vue : Rick a raison. Les producteurs de matières premières semblent bon marché. C'est probablement un bon moment pour acheter. Mais soyez prêt à attendre.

Les actions : à éviter

Aucun consensus parmi les analystes. Pas de fanatiques de la hausse... mais les baissiers sont restés modérés eux aussi. De nombreux spécialistes semblent penser que les actions sont surévaluées mais qu'elles pourraient le devenir plus encore. Alors où est le problème ?

Notre point de vue : on gagne de l'argent en achetant bas et en vendant haut. Les cours sont hauts ; ce n'est pas le moment d'acheter. Qui plus est, les actions flambent pour les mauvaises raisons — parce qu'elles ont été gonflées par de l'argent factice et une dette impossible à rembourser. L'argent pourrait disparaître en un claquement de doigt. La dette pourrait s'évaporer. Restez à l'écart.

La société s'est-elle enrichie ?

Tournons-nous maintenant vers deux des actions les plus grosses — et peut-être les plus surévaluées de toutes : Facebook et Google. Ce sont les entreprises qui — parmi d'autres — étaient censées enrichir leurs actionnaires, mais aussi le reste d'entre nous.

Elles ont effectivement rendu certaines personnes riches : leurs fondateurs et leurs actionnaires de la première heure.

Et pour le reste d'entre nous ? Ont-elles apporté une période de croissance et de prospérité, comme la Ford Motor Company ou Standard Oil ? Ont-elles enrichi la société entière comme les géants de la Révolution industrielle ?

Absolument pas. Les taux de croissance baissent depuis un demi-siècle et sont désormais à la moitié de ce qu'ils étaient dans les années 1950 et 1960. Les salaires horaires stagnent depuis le début des années 1970.

Google a été lancée en 1998. Facebook a décollé en 2004. Qu'on construit ces géants de la tech ?

Et pourquoi sont-ils condamnés ?

A suivre...

Déconstruction de la monnaie

Rédigé le 24 octobre 2018 par [Simone Wapler](#)

Les banques centrales se sont lancées dans une vaste déconstruction des monnaies fiduciaires. Si les marchés flanchent, la crise monétaire est pour bientôt.

Nous avons assisté à un bel effort de la banque centrale chinoise avec rachat d'actions sur les marchés et un rebond de 4% de l'indice de Shanghai.

Cette Banque du Peuple a rejoint celles du Japon et de la Suisse qui déjà se portent acquéreuses d'actions d'entreprises avec de l'argent imaginaire. C'est un pas de plus vers la nationalisation des marchés financiers, qui jusque-là touchait surtout le secteur des obligations.

Après des séances boursières particulièrement chaotiques lundi et mardi, les marchés se reprennent en Asie mercredi. Mais la marée de liquidités factices reste agitée.

Aux Etats-Unis, les actions des banques plongent. Les investisseurs s'inquiètent de la raréfaction du crédit en raison de la hausse des taux d'intérêts.



L'immobilier ralentit déjà. Les actions du [plus grand gérant d'actifs, BlackRock](#), chutent lourdement aussi, témoignant d'une aversion au risque. Enfin, le vilain mot de « *subprime* » commence à être écrit concernant les 550 Mds\$ de *junk bonds*, obligations émises par des entreprises zombies qui ne pourront jamais rembourser ni principal, ni même intérêts si les taux continuent à monter...

Combien de temps pour que nous assistions à une vague généralisée de rachat de tout avec de l'argent qui n'existe pas des banques centrales aux abois ?

La course au naufrage dans un océan de liquidités

Regarder ce qui se passe sur les marchés en ce moment équivaut à être confortablement assis dans un transat sur une plage abritée et regarder plusieurs Titanic manœuvrer vers leur naufrage final.

Les mouvements sont lents, les Titanic évoluent avec beaucoup d'inertie. Prenez vos jumelles, puis vous avez le loisir d'abandonner le spectacle pour lire, siroter un thé, grignoter, avant de reprendre votre observation de la progression de vaisseaux emblématiques destinées à devenir de futures épaves. Je parle des monnaies fiduciaires que sont les plus grandes devises.

Après plus de 5 000 ans de laborieuse construction de la monnaie, les banques centrales modernes sont rentrées dans un processus de déconstruction monétaire.

Tout commence à Sumer, 1 750 ans avant J.-C.. Hammurabi avait dans son code posé les premiers principes régissant le crédit. La monnaie, qui n'était pas contrôlée par le roi mésopotamien, était d'argent et s'appelait le shekel. Elle n'était disponible qu'en quantité

limitée.

Puis, avec les siècles, le crédit et la monnaie se sont codifiés. Les mauvais payeurs étaient mis en esclavage pour une durée limitée, des remises de dette étaient organisées ; la monnaie d'Etat émergea, l'or et l'argent s'imposèrent comme métaux monétaires, Platon et Aristote réfléchirent, les systèmes de crédit se raffinèrent, les banques associèrent des épargnants pour prêter des sommes plus importantes, le capitalisme se développa.

Comme avec tout développement humain, il y eut des accidents, des régressions, un pas en arrière puis deux en avant. La Chine au XIV^{ème} siècle puis John Law en France au XVIII^{ème} siècle tentèrent des expériences de monnaies fiduciaires qui furent des échecs cuisants. Des unions monétaires échouèrent.

C'est en 1971 qu'une véritable entreprise de déconstruction monétaire systématique commença. À cette date, le dollar, la dernière monnaie encore raccordée à l'or, s'en décrocha.

Ce qui avait été laborieusement édifié et codifié dans les millénaires précédents est progressivement démantelé. Les limites empiriques adoptées pour la dette et le crédit sont abandonnées.

Toutes les monnaies sont flottantes, c'est-à-dire ancrées à rien et donc bonnes pour la dérive avant d'aller se fracasser sur quelque récif.

Le crédit peut être infini, l'esclavage étant officiellement aboli, et les prêts n'ont plus besoin d'être adossés à quelque chose d'existant.

Un marché baisse ici ou là ? Une banque centrale intervient pour racheter ce dont personne ne veut plus. Pour le moment, le Titanic-Fed fait légèrement machine arrière. Mais la hausse des taux commence à faire ses effets. La marée de liquidité baissant, d'effrayants récifs apparaissent : les banques, l'immobilier, la dette des entreprises zombies, les prêts étudiants, les prêts automobiles...

Combien de temps pour que le Titanic-Fed remette les machines en avant-toute et baisse ses taux ?

Quand le Titanic-BCE va-t-il avouer qu'il doit reprendre à bord de la dette italienne et même peut-être bientôt de la dette française ?

Que fera le Titanic-BNS lorsqu'il devra comptabiliser ses voies d'eau et ses pertes sur les actions achetées à prix d'or ? La Banque nationale suisse possède plus d'actions Facebook que Mark Zuckerberg lui-même et l'action a baissé de 29% depuis son plus haut de 52 semaines.

Très loin à l'horizon que devient le Titanic-BoJ qui a mis le cap sur des taux d'intérêt à court terme de -0,1% ?

Sirotons une bonne tasse de thé avant de reprendre nos jumelles plus tard. Nous avons encore un peu de temps avant le premier naufrage... mais le spectacle commence à s'animer.

Vous avez même le temps de lire l'ouvrage de Jim Rickards, *En marche vers la faillite – Le plan secret de l'élite internationale*, pour comprendre les futures manœuvres et éviter de voir votre épargne engloutie dans ce futur naufrage. [Cliquez ici pour vous procurer ce livre.](#)

L'heure tourne pour la dette mondiale

Rédigé le 23 octobre 2018 par [Bill Bonner](#)

250 000 Mds\$ de dette sont en danger en raison de la montée des taux d'intérêt. Ce qui va cruellement manquer aux emprunteurs, ce n'est pas l'argent mais le temps.

Nous avons vu [hier](#) que les erreurs, dans la vie privée, étaient généralement vite effacées.

Dans la vie publique — c'est-à-dire dans la vie de la collectivité —, c'est moins simple. A la place, on en fait des lois. Les erreurs sont obligatoires. C'est le grand avantage — et la terrible tentation — qu'il y a à laisser les gouvernements nous dicter notre conduite.

Ils peuvent faire des choses que nous ne ferions *jamais* nous-mêmes — si nous avons le choix sur la question. Ils peuvent faire des choses dont nous savons, instinctivement, qu'elles ne fonctionneront pas.

Mais « revêtu d'une autorité d'un moment », comme le formule Shakespeare, le gouvernement commet des actes à faire pleurer les dieux. Des actes idiots et catastrophiques...

On dit que la roue tourne, que ce qui a monté doit descendre. Mais les autorités peuvent signer des chèques en bois bien plus longtemps qu'on pourrait le croire.

Nous avons donc essayé de déterminer quelle était la vraie limite. Après tout, les autorités peuvent émettre une quantité presque infinie d'argent... ou au moins d'argent factice. Une fois qu'une économie vient à dépendre de cet argent factice, les autorités peuvent l'alimenter quasi-éternellement.

Alors quelle est la limite ? Qu'est-ce qui tourne mal ? Quel est le mur de brique dont nous savons tous, instinctivement, qu'il se trouve quelque part là-dehors ?

Comme vous le verrez, bien entendu, c'est le temps.

La bombe à retardement de la dette



Le monde a désormais pour 250 000 milliards de dollars de dette. Cette dette dépend de deux choses : 1) des taux d'intérêt bas, et 2) du commerce mondial. Les taux bas permettent aux

débiteurs de « rouler » leur dette. Le commerce — les ventes et les profits — leur permet de tenir le paiement des taux d'intérêt.

A présent, ces deux éléments sont en danger. Les banques centrales augmentent les taux — quasiment partout dans le monde. Les intérêts grimpent tout seuls, pour leur part, les taux hypothécaires américains ayant désormais atteint le seuil des 5%... tandis que le rendement obligataire du Trésor US dépasse les 3%.

Ce que nous observons, c'est l'une de ces grandes erreurs de l'Histoire, où l'argent factice des Etats-Unis a créé toute une économie planétaire factice — avec des prêts qui n'auraient jamais dû être accordés... des produits qui n'auraient jamais dû être fabriqués... des bâtiments qui n'auraient jamais dû être construits... et des dettes qui ne pourront désormais pas être remboursées.

Et nous pouvons mesurer tout cela... en temps.

Parce qu'il y a une limite au temps qu'une personne peut raisonnablement passer à rembourser une dette. Traditionnellement, les dettes mesuraient généralement 1,5 fois la production.

Si vous gagnez 100 000 \$ net d'impôts et que vous devez 150 000 \$, à un taux d'intérêt de 2%, cela signifie que vous devez dépenser onze jours de travail pour payer les intérêts^[1].

Mais le ratio dette/production des Etats-Unis est actuellement de 3,4/1. La personne qui gagne 100 000 \$ après impôts doit donc en fait 340 000 \$. Au taux de 5%, elle doit travailler deux mois rien que pour suivre le rythme. Elle est en train de se retrouver à court de temps.

Le temps nous manque

C'est le temps qui finit par nous rattraper. Nous en manquons. Vous qui nous lisez, vous finirez par manquer de temps. Il ne peut pas être étiré. Il ne peut pas être imprimé. Il ne peut pas être épargné, raccommo­dé ou accéléré.

Il n'attend rien ni personne. Tout ce qu'il nous reste, ce sont les regrets.

Si seulement on avait mieux utilisé notre temps. Si seulement on avait commencé à épargner pour notre retraite plus tôt. Si seulement on avait pris le temps d'apprendre l'espagnol ou le piano...

Si seulement on avait acheté Amazon il y a 20 ans, à l'époque où nous l'appelions la « Rivière sans retour »...

Oui, le temps c'est de l'argent... et de la douleur.

A mesure que le temps s'écoule, un autre désastre monumental approche.

Non pas parce que nous nous retrouvons à court d'argent. Les autorités peuvent produire tout l'argent factice qu'elles veulent. Non, nous nous retrouvons à court de temps.

La BBC rapporte que le revenu mondial est d'environ 70 000 milliards de dollars, avec un revenu médian des ménages d'environ 10 000 \$ — soit environ 5 \$ de l'heure. La dette mondiale, comme dit ci-dessus, est de 250 000 milliards de dollars.

A 3% de taux d'intérêt, cela fait 7 500 milliards de dollars d'intérêts par an, ou 1 500 milliards d'heures de travail. Soit 300 heures pour chaque adulte qui travaille... ou environ deux mois de

l'année.

A présent, faites grimper le taux d'intérêt à 5%... et la suite est évidente : on se retrouve à court de temps. Et on ne peut pas tricher avec le temps.

Déjà, travailler un sixième de l'année pour payer les intérêts est difficile — mais ce n'est peut-être pas impossible. Faites passer le taux d'intérêt à 5%, et il faut travailler près de trois mois — rien que pour payer les intérêts. Le monde n'a pas une telle marge de manoeuvre.

Ces 47 dernières années, les autorités ont fabriqué de l'argent factice. La dette a augmenté trois à cinq fois plus rapidement que les revenus.

Les taux d'intérêt étaient principalement le résultat d'une planification financière centrale de la part de la Fed ; jusqu'à 11 000 milliards de dollars ont été cotés à des taux d'intérêt négatifs.

Les investisseurs, quant à eux, achètent vraiment Amazon à un prix tel que même si l'entreprise reversait jusqu'au moindre centime de ses bénéfices en dividendes, il faudrait aux actionnaires des centaines d'années pour rentrer dans leurs frais.

Mais tout comme nous finissons tous par nous retrouver à court de temps, il en va de même pour la gigantesque bulle financière de nos gouvernements — et l'économie qu'elle alimente.

L'expansion économique en est à son 112^{ème} mois — c'est la plus longue jamais enregistrée. Le marché boursier est lui aussi le plus long marché haussier sans correction de l'Histoire.

L'heure tourne.

[1] En admettant que vous travaillez 7 jours sur 7

Comment la classe moyenne se fait évincer par l'élite (3 / 4)

Rédigé le 23 octobre 2018 par [Jim Rickards](#)

La classe moyenne américaine, qui n'a pas reconstitué son épargne engloutie en 2008, est victime d'un sinistre jeu de bonneteau dont les élites profitent.



Nous avons vu précédemment qu'aux États-Unis, les riches devenaient encore plus riches tandis que les pauvres s'appauvrirent. Une des explications est que cette classe sociale — qui supporte le plus d'impôts — a vu son épargne détruite lors de la crise de 2008.

Après la crise de 2008, aucun PDG de banque, aucun haut responsable n'a été tenu de rendre des comptes. Ils ont tous conservé leurs emplois ou sont partis travailler dans d'autres établissements financiers. Après deux ans sous étroite surveillance, les PDG des banques ont retrouvé leurs énormes bonus et les *stocks options* grimpaient sur un marché soutenu par la Fed.

Tim Geithner, secrétaire au Trésor américain, a communiqué en secret avec le Procureur général Eric Holder et le département de la Justice d'Obama, et demandé que l'on évite de poursuivre les banquiers car cela détruirait la confiance et déstabiliserait le système financier. Holder a accepté. Au sein des plus grandes banques, il n'y a eu ni pénalités, ni poursuites, ni mises à pied.

Pendant ce temps, les gens de la classe moyenne ont été décimés. Ils avaient perdu la moitié de leur épargne et beaucoup d'entre eux ont perdu leur emploi et leur maison. Ce fut la pire crise financière et économique depuis la Grande dépression. Pour la classe moyenne, ces pertes financières et professionnelles ont généré un stress qui a provoqué une augmentation des taux de suicide et de divorces, ainsi qu'une aggravation de l'addiction aux opiacés.

Outre l'effondrement financier, un effondrement social et émotionnel s'est produit, chose rarement évoquée dans le discours optimiste que cultivent les chaînes de télévision financières. La classe moyenne aurait pu supporter le fardeau de la crise financière — comme elle l'avait fait jadis lors de la Grande Dépression à la Deuxième guerre mondiale. Mais cette crise a été différente : le fardeau n'a pas été partagé de façon équitable. En fait, il a pesé uniquement sur la classe moyenne, alors que les élites y échappaient totalement.

En 2008, les PDG des plus grandes banques étaient Jamie Dimon chez JP Morgan, Lloyd Blankfein chez Goldman Sachs, Brian Moynihan chez Merrill Lynch (désormais Bank Of America), John Mack chez Morgan Stanley, Larry Fink chez BlackRock et Vikram Pandit chez Citi.

Tous autant qu'ils sont, ainsi que bon nombre de leurs collaborateurs, occupent toujours les mêmes fonctions, ou bien ont pris leur retraite récemment en empochant une fortune en bonus et *stock options*. Cet exemple tout simple peut s'étendre à tout le secteur des services financiers.

Il est vrai que les actions se sont envolées vers de nouveaux plus hauts... mais après une reprise qui aura duré 10 ans en partant de leurs plus bas. 10 ans, c'est long, pour récupérer votre argent.

Surtout, la plupart des investisseurs de la classe moyenne n'ont pas eu cette chance. Ils ont vendu à des niveaux proches des plus bas en 2008 et 2009, en tentant désespérément de sauver ce qu'ils pouvaient de leur capital, et ils ont refusé de revenir sur les marchés en craignant légitimement qu'un effondrement se produise à tout moment.

Bref, les riches sont devenus encore plus riches et la classe moyenne s'est fait « dégommer » par les grands investisseurs.

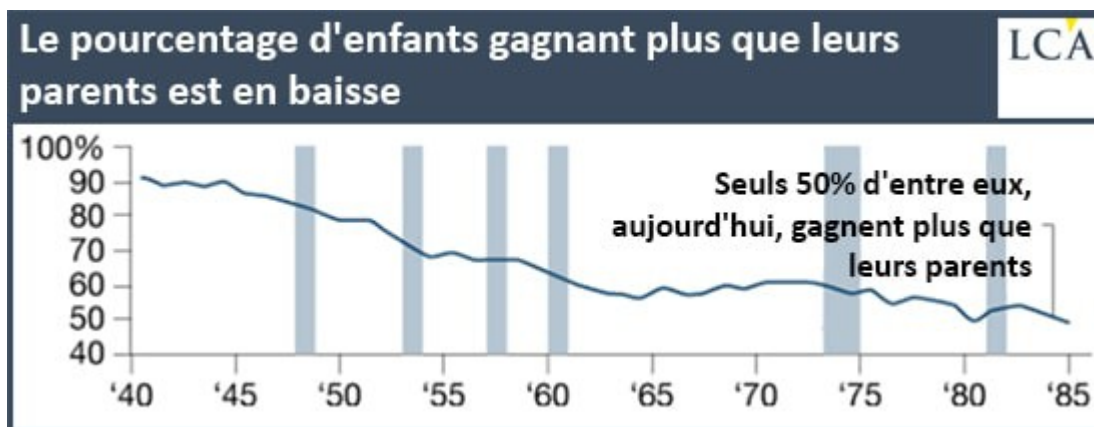
Un système perversi dans tous les domaines de la vie

Le fait que les riches se sont enrichis et la classe moyenne s'est fait distancer s'est matérialisé dans de nombreux domaines, en dehors de celui de l'investissement.

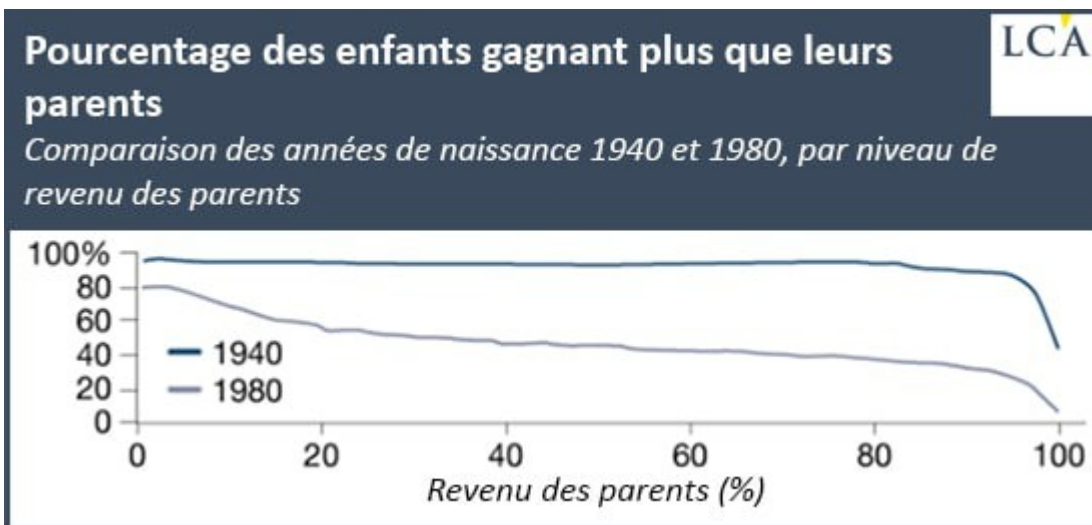
- **Lors de l'accès aux universités** : les riches ont continué d'envoyer leurs enfants dans de prestigieuses écoles alors que la classe moyenne a été limitée par les frais universitaires hors de prix et le fardeau des prêts étudiants, une nouvelle forme de servitude.
- **Sur le marché de l'immobilier** : les riches ont récupéré de grandes maisons à prix cassé, grâce aux ventes sur saisies, alors que la classe moyenne était pétrifiée par ses pertes financières.
- **Dans les soins de santé** : les riches ont pu s'offrir toutes les assurances nécessaires alors que la classe moyenne a été handicapée par le chômage et la perte des prestations liées à l'emploi.
- **Pour les enfants des jeunes adultes de la classe moyenne**, également. Au sein de la « *gig economy* » [NDR : l'économie des boulots précaires], il n'existe pas de « *package doré* » offrant des prestations avantageuses.

Les conséquences de cette redistribution des revenus au profit des riches et au détriment de la classe moyenne sont mises en lumière dans les graphiques ci-dessous, émanant de Deutsche Bank.

Ces graphiques indiquent le pourcentage d'enfants gagnant plus que leurs parents à l'âge de 30 ans, et par date de naissance au fil du temps :



Le graphique ci-dessus indique que moins de 50% de tous les enfants âgés de 30 ans gagnent plus que leurs parents au même âge. Il faut comparer ce chiffre aux 60% de 1971 et aux 80% de 1950. Autrement dit, le rêve américain voulant que chaque génération gagne plus que la précédente est en train de s'écrouler sous nos yeux.



Le graphique ci-dessus compare le pourcentage d'enfants nés en 1940 (âgés de 78 ans aujourd'hui) et ceux qui sont nés en 1980 (âgés de 38 ans aujourd'hui), gagnant plus que leurs parents. Le graphique indique qu'environ 95% de ceux qui sont nés en 1940 ont gagné davantage que leurs parents, les faibles pourcentages ne concernant que les parents ayant les revenus les plus élevés.

Pour ceux qui sont nés en 1980, le pourcentage commence à 80% et chute rapidement au-dessous des 50%, même pour ceux dont les revenus des parents ne représentent que 40% du revenu moyen. Ce graphique indique que non seulement le rêve américain ne fonctionne plus... mais que cela se produit à de faibles niveaux de revenus.

En conservant cela à l'esprit, ainsi que certaines données similaires, nous reposons notre première question : **est-ce que la Classe Moyenne est en train de disparaître ?**

La réponse est « non », mais elle a des difficultés, et elle est de plus en plus désavantagée par rapport aux riches et aux puissantes élites. La Classe Moyenne s'appauvrit et se fait de plus en plus distancer par les riches dont les revenus absorbent une part grandissante du PIB total. Le résultat est décourageant et représente un frein à la croissance en raison de la baisse de la productivité. Pourquoi travailler plus si les retombées ne sont pas équitablement distribuées ?

Comment en sommes-nous arrivés là ? Pourquoi laisse-t-on persister cette inégalité de la répartition des revenus ?

Pour répondre à cette question, il faut se plonger dans un maillage complexe de privilèges et de relations, qui aggrave le problème chaque jour.

Inégalités justes et injustes

La façon dont les riches deviennent encore plus riches, au départ, est très variable. Il peut s'agir d'un simple coup de chance : par exemple, deux agriculteurs achètent deux parcelles de terres adjacentes et l'un trouve du pétrole et pas l'autre.

Cela peut être la conséquence de décisions intelligentes prises en matière d'hygiène de vie et de formation supérieure. Cela peut être le résultat d'un dur labeur, d'une invention ou de l'entrepreneuriat. Les sources de richesses initiales ne sont pas toujours injustes, au sein d'un système capitaliste.

Les problèmes apparaissent avec la façon dont les riches restent riches et deviennent plus riches. Les techniques permettant de le faire sont soutenues par les habitudes, lois, règlements et régulations portés la plupart du temps par les riches eux-mêmes afin de perpétuer et augmenter leur richesse. C'est ce qui donne lieu à la perversion du système dont se plaint à juste titre la classe moyenne.

Le premier ensemble d'abus se situe dans le code des impôts. Sur le papier, les riches payent plus d'impôts que la classe moyenne. Mais c'est un mirage, si l'on jette un coup d'oeil rapide sur les tranches d'imposition progressives.

La réalité est bien plus complexe. La majeure partie de la fortune détenue par les Américains les plus riches n'est jamais imposée car elle est conservée sous forme d'immobilier et d'actions, et transmise aux héritiers sans payer d'impôts.

Lorsque les médias indiquent que Jeff Bezos, le PDG d'Amazon, pèse 100 milliards de dollars, il est important de conserver à l'esprit que ces 100 milliards de dollars sont surtout constitués d'actions Amazon sur lesquelles Bezos n'a jamais payé d'impôts, sauf lorsqu'il en vend. Même dans ce cas, il paye des taxes sur les plus-values financières qui sont bien moins élevées que le taux d'imposition sur le revenu.

La deuxième façon d'éviter les impôts consiste à se servir de fondations. Les ultra-riches peuvent donner leurs actions à une fondation (pour laquelle ils bénéficient d'une déduction fiscale par rapport aux autres revenus) puis se nommer eux-mêmes ou leur conjoint, à la tête de cette fondation.

Ainsi, ils conservent le contrôle de leur argent tout en réalisant un minimum d'actions caritatives en faveur de causes qui sont censées en valoir la peine et en investissant les actifs de la fondation dans un portefeuille de placements de leur choix. La fondation elle-même ne paye pas d'impôts. En fait, les milliardaires continuent de maîtriser leurs vastes fortunes qui, en réalité, sont exonérées de taxes ! Les gens de la classe moyenne n'ont pas la trésorerie ni les ressources leur permettant de s'offrir un avocat et de réaliser ce type de montage.

Pour échapper aux impôts, il existe également les revenus *offshore*, les recettes différées, les transferts de prix entre entités imposables ou non imposables, et la surévaluation de dons caritatifs. Le résultat est toujours le même : les riches évitent de payer des impôts tandis que les classes moyennes en payent trop.

Tuyaux d'initiés et réseautage

Il y a aussi l'effet des réseaux sociaux sur les opportunités professionnelles, l'admission dans des écoles et les opportunités d'investissement.

Bon nombre des nouveaux investissements les plus intéressants de ces 20 dernières années se sont partagés entre les membres d'un tout petit groupe d'initiés de la Silicon Valley et de Wall Street, qui se sont mutuellement « refilé des tuyaux » sur de nouvelles entreprises telles que Google, Amazon, Uber, Airbnb etc, bien avant que ces sociétés ne soient cotées en Bourse (et dans de nombreux cas elles ne le sont toujours pas).

Quant aux investisseurs de la classe moyenne, ils se retrouvent avec des actions comme celles de Snap (ex-Snapchat) qui s'est effondrée de 20,75 \$ à moins de 10 \$. Ses fondateurs, à la

Silicon Valley, ont eux profité de la surévaluation du cours lors de l'introduction en Bourse, alors qu'aujourd'hui, la classe moyenne se retrouve avec une action décotée.

Les meilleurs « tuyaux » concernant les actions se transmettent entre gens riches, dans des clubs sélects et des sociétés de capital-investissement, bien avant que les investisseurs de la classe moyenne ne sachent même qu'elles existent.

En ce qui concerne l'accès aux écoles de l'élite, un quota est toujours réservé, dans chaque promotion, à ceux qui y rentrent de « père en fils ». Si votre père est allé à Harvard, vos chances d'y être admis sont bien meilleures que celles d'un candidat venant de la classe moyenne.

Ce système n'est ni infaillible, ni automatique, mais il donne quelques longueurs d'avance aux fils et filles des Américains les plus riches, et il aide leurs familles, dans l'ensemble, à préserver cette longueur d'avance dont dispose l'élite.

Au moment de l'attribution des diplômes, ce même réseau fait en sorte que les jeunes diplômés, dont les familles appartiennent à l'élite, décrochent des jobs en or dans des cabinets d'avocats, des banques d'investissement, chez des gérants de fortune ou d'autres professions privilégiées.

Ce passage de relais d'une génération à la suivante permet à l'élite de conserver la main sur ses richesses et privilèges. Les diplômés de la classe moyenne, intelligents et talentueux, ne sont pas totalement exclus : ils ont simplement plus de mal à accéder au Graal.

Enfin, la débâcle des prêts étudiants est l'un des plus puissants facteurs de discrimination entre les riches et la classe moyenne. Les fils et filles de riches entrent sereinement à l'université et en sortent faiblement endettés, voire pas du tout.

Les familles de la classe moyenne ont massivement recours aux prêts étudiants pour financer leurs études et obtenir un diplôme dans ces mêmes écoles. La différence se voit une fois le diplôme en poche : les élites entament leur carrière professionnelle sans être endettées alors que la classe moyenne peut s'être endettée de 100 000 \$ avec un prêt étudiant.

Des incidents de crédits ont un impact sur les notes de solvabilité attribuées aux jeunes diplômés. Ces mauvaises notes les empêchent de décrocher un bon emploi, de louer de beaux appartements ou de devenir propriétaires dans des quartiers favorisés.

Le décor est planté pour qu'une nouvelle génération de riches s'enrichisse encore plus et que la classe moyenne reste encore plus à la traîne.

Les politiques publiques peuvent-elles résoudre ces inégalités croissantes, en termes de répartition des revenus ? Malheureusement, la réponse est « non ».

« L'autre krach dont on ne parle pas ! »

par [Charles Sannat](#) | 23 Oct 2018

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

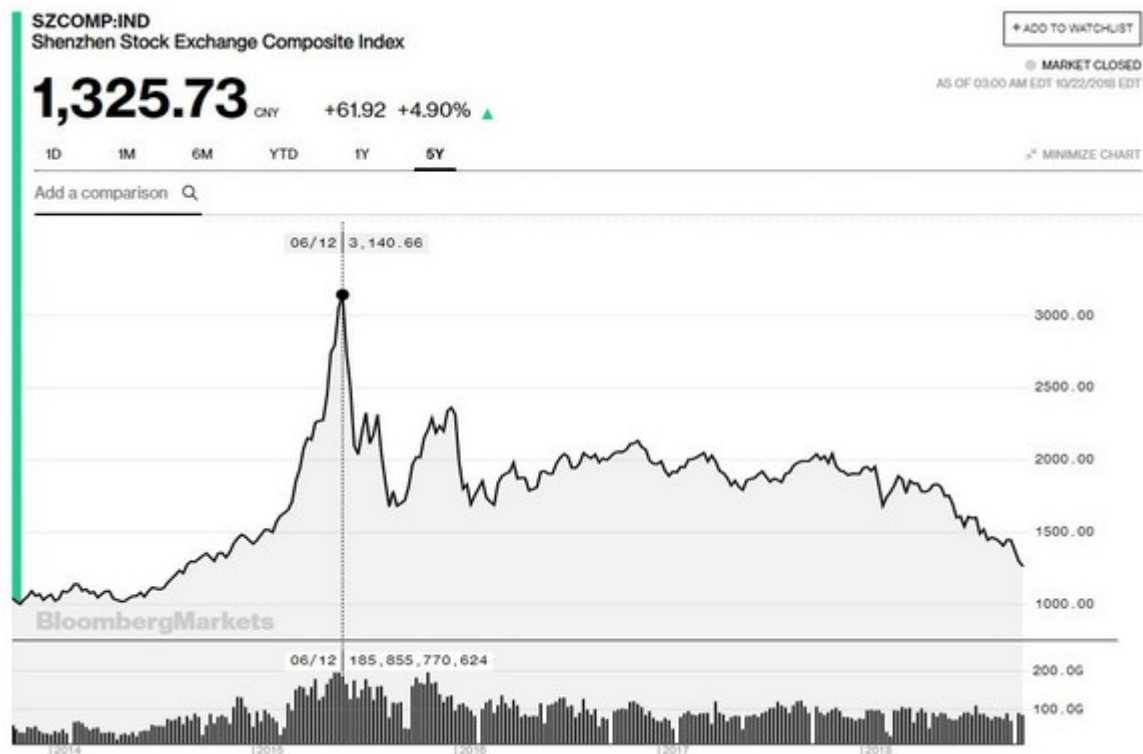
Nous avons les yeux fixés, rivés sur les marchés actions occidentaux. Européens, bien évidemment, puisqu'ils nous concernent au premier titre, et aussi américains, tant Wall Street

donne le « la » de la finance.

Pourtant, en Chine, le CSI 300 perd 25 % depuis le premier janvier. Depuis le début de l'année, c'est 3 000 milliards de dollars qui se sont envolés en fumée.

À Shenzhen, autre grande Bourse chinoise et indice plus « technologique » que les autres, plus de 20 % des titres ont perdu plus de 50 % de leur valeur par rapport à leurs points hauts.

Pour l'indice de Shenzhen, 2018 sera la pire des années depuis... 2008 !



En cause, évidemment, la hausse des taux d'intérêt américains, la guerre commerciale, le ralentissement économique chinois, et aussi, un phénomène spéculatif spécifique à la Chine, à savoir le nantissement des actions chinoises.

Pour financer leurs emprunts, les propriétaires d'entreprises et d'actions gagent leurs titres contre des crédits. Si les titres baissent trop, le banquier qui a fait le crédit fait des « appels de marges » et demande au débiteur de couvrir la différence. Si ce dernier ne peut pas couvrir la perte de garantie, alors le banquier vend d'office les actions, ce qui a pour effet de précipiter la chute des cours.

Vous pouvez regarder cette vidéo d'Écorama qui revient sur ces sujets.

Si l'on se demande si chez nous le krach a déjà commencé ou pas, sachez qu'en Chine, plus personne ne se pose véritablement la question.

Le krach en Chine est déjà bien avancé, et Donald Trump, avec sa démondialisation, entraîne un réajustement rapide des valorisations des entreprises qui dépendent de la mondialisation.

En Chine, ce réajustement est en cours.

Il n'a pas encore vraiment commencé aux États-Unis ni en Europe, mais cela ne devrait plus tarder tant la tension est palpable. Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Trump veut que « les Chinois souffrent plus » !

Non seulement Trump ne compte pas lâcher la pression sur la Chine, mais de surcroît, « Il veut que les Chinois souffrent plus » !

La doctrine américaine a été définie par les militaires, ou encore dans le Livre blanc de la CIA.
L'ennemi a été désigné.

L'ennemi, c'est la puissance susceptible de remettre en cause le leadership américain.

Et cette puissance c'est la Chine, et dans une moindre mesure, la Russie.

L'Europe ne représente aucun danger, puisque ses élites sont à la botte des Américains.

Charles SANNAT

Trump veut que « les Chinois souffrent plus » !

Non seulement Trump ne compte pas lâcher la pression sur la Chine, mais de surcroît, « Il veut que les Chinois souffrent plus » !

La doctrine américaine a été définie par les militaires, ou encore dans le Livre blanc de la CIA.

L'ennemi a été désigné.

L'ennemi, c'est la puissance susceptible de remettre en cause le leadership américain.

Et cette puissance c'est la Chine, et dans une moindre mesure, la Russie.

L'Europe ne représente aucun danger, puisque ses élites sont à la botte des Américains.

Charles SANNAT

Se faire couper un doigt en cas de vol de sa carte bleue. Vive le prôôgrèèèèè !

La dernière idée technophile de la Société Générale est de lancer le paiement par carte bleue avec empreinte digitale !!

C'est génial comme idée.

Si je vois bien l'intérêt pour la banque, à savoir faire baisser les petites rapines et autres fraudes aux CB, cela pourrait bien s'accompagner d'une nette augmentation des amputations non souhaitées de doigts.

Dans un pays où des gamins de 16 ans « rigolent » en braquant un flingue sur leurs profs, il y a de quoi nourrir quelques inquiétudes sur le fait que le doigt suivra la carte avec ou sans le consentement de son propriétaire...

Le coup du capteur d'empreinte intégré à la carte, ce n'est pas franchement une bonne idée.

Quitte à se faire détrousser, que cela ne nous coûte qu'un bras... et pas un doigt !

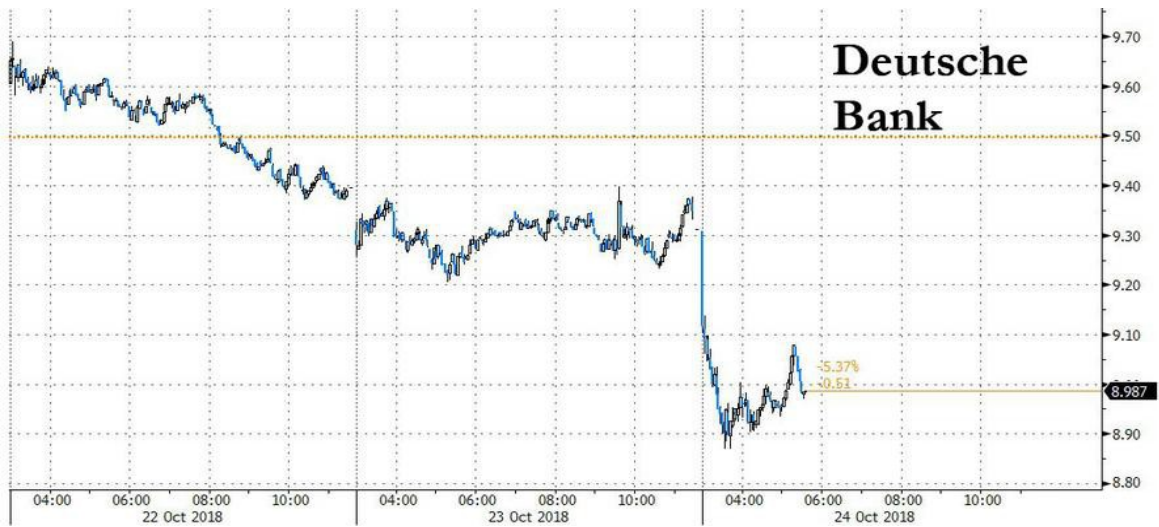
Charles SANNAT Source Boursier.com [ici](#)

Le déclin de la Deutsche Bank n'est pas que boursier ou financier, c'est un reflet

Bruno Bertez 24 octobre 2018

Le déclin de la Deutsche Bank n'est pas que boursier ou financier: il reflète les contradictions

Allemandes, ses faiblesses fondamentales et ses déséquilibres. L'Allemagne est u oiseau de beau temps. L'Allemagne a un pied dans un monde global anglo saxonnisé mais en même temps elle veut continuer de mener une politique orthodoxe, gouvernée par ses règles, les siennes.



Le pire est que cette contradiction est transmise à l'ensemble de la Construction Européenne et qu'elle touche plus durement les pays batards comme la France, à cheval entre le Nord, le Sud et le monde Anglo Saxon.

La bourgeoisie Française et le MEDEF ont choisi le mauvais cheval. Le mauvais arrimage.



Les deux grandes dérives du capitalisme mondial

[Richard Hiault](#) / Grand reporter Le 19/10 2018 Les Echos.fr/

Dans ses dernières perspectives économiques, le FMI que dirige Christine Lagarde, s'interroge sur les effets de concentration sur certains marchés et appelle à d'autres travaux. - ANDREW CABALLERO-REYNOLDS / AFP

Le poids des monopoles et la financiarisation croissante des entreprises expliquent les dysfonctionnements de l'économie mondiale et du commerce international.

Rappelez-vous. Au début des années 2000, le débat fait rage autour d'un éventuel démantèlement de Microsoft. En situation de monopole avec Windows, système d'exploitation des ordinateurs personnels, il est accusé de pratiques commerciales abusives. La justice américaine réfléchit à scinder l'entreprise en deux. Après une longue bataille judiciaire, [Microsoft échappe à la scission](#).

La concurrence en débat

Aujourd'hui, le débat resurgit avec l'apparition des géants du numérique Apple, Amazon, Google et [Facebook](#) (Gafa). En avril dernier, à Washington, au siège du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde, sa directrice générale, s'alarme de leur taille et de leur pouvoir grandissant. [Les Gafa risquent d'étouffer la concurrence et l'innovation](#) essentielles à la croissance de la productivité et à la prospérité mondiales. « *La concurrence est nécessaire. S'il y a trop de concentration, trop de pouvoir de marché entre les mains de trop peu, cela ne*

sert à rien à moyen et à long terme, ni à l'économie, ni au bien-être des individus », clame-t-elle. A l'heure des interrogations autour de l'accroissement des inégalités, de la montée des mouvements populistes, d'une croissance économique mondiale qui ne profite pas à tous, d'un commerce déséquilibré, économistes et politiques phosphorent sur les causes de ces excès et dérives.

La question concurrentielle ne s'applique pas aux seuls géants du numérique. Mais à l'ensemble de l'organisation du système productif international des entreprises.

Quand [Donald Trump fustige la Chine](#) comme responsable des destructions d'emplois aux Etats-Unis, il révèle l'un des symptômes d'un dysfonctionnement du commerce mondial et de la mondialisation. Eriger des barrières protectionnistes par une hausse des droits de douane pour rééquilibrer les échanges n'est pas la bonne solution. Elle est ailleurs. Dans une réforme et non dans une destruction d'un capitalisme souffrant de deux dérives.

Concentration du marché des exportations

Dans un rapport paru le 26 septembre, [la Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement](#) (Cnuced) souligne que *« l'hyperglobalisation... est régie par de grandes entreprises qui ont acquis une position de plus en plus dominante sur le marché »*. Dans le cercle des entreprises exportatrices, 1 % d'entre elles est responsable, en moyenne, de 57 % des exportations d'un pays donné selon les statistiques de 2014. Les 5 % des entreprises les plus tournées vers l'étranger monopolisent 80 % des exportations.

Ce qui est plus inquiétant, c'est que les nouveaux entrants sur un marché donné - en général des petites PME exportatrices - ont un taux de survie très faible. En moyenne, 73 % des entreprises cessent leurs exportations au bout de deux ans. Une disparition qui ne serait pas liée à une concurrence féroce sur les marchés mais plutôt au syndrome du « winner takes the most » selon la Cnuced. Bref à la position dominante de certains mastodontes.

La loi du plus fort

« Il se peut que l'intégration commerciale ait contribué au déclin de la part du travail dans la valeur ajoutée en instaurant une dynamique qui voit le vainqueur se tailler la part du lion (« winner takes most ») et en renforçant la concentration du marché dans un certain nombre de secteurs, avec pour conséquence une hausse de la part des bénéfices », avance pour sa part l'OCDE dans ses perspectives économiques . Et de poursuivre : les réglementations favorables aux entreprises en place, l'absence de politique rigoureuse en matière de concurrence et une optimisation fiscale agressive peuvent conduire à un accroissement des bénéfices des entreprises lorsque la concentration du marché augmente. Un excès que dénonçait déjà en 1776 l'économiste Adam Smith dans son ouvrage « De la richesse des Nations ». *« Il faut toujours s'opposer à la restriction de la concurrence car elle permet aux marchands, par l'élévation de leurs profits au-dessus de ce qu'il serait naturel, de prélever, à leur avantage, un impôt absurde sur le reste de leurs concitoyens », alertait-il.*

Financiarisation croissante

Les deux organisations internationales mettent aussi toutes les deux en exergue ce second biais

du capitalisme : sa financiarisation croissante et un tropisme en faveur de la valeur actionnariale des entreprises. « *Les entreprises transnationales ont renforcé leur capacité à opérer à l'échelle mondiale par le biais de fusions et d'acquisitions renforçant ainsi leur contrôle sur les concurrents potentiels. Le poids accru des finances dans leurs opérations est allé de pair avec une stratégie d'entreprise visant à maximiser la valeur pour les actionnaires* », relève la CnuCED. [L'exemple d'Apple est révélateur](#) . En 2013, la firme dispose d'une grosse réserve de cash (145 milliards de dollars) dont une grande partie hors du territoire américain. Elle préfère lever sur le [marché obligataire](#) 17 milliards de dollars pour financer une partie des 100 milliards de dollars de dividendes et de [rachat d'actions](#) promis à ses actionnaires. Le rapatriement d'une partie de ce cash l'aurait obligée en effet à s'acquitter de 35 % de taxes..

Trajectoire insoutenable

« *La financiarisation des entreprises a déplacé le pouvoir décisionnel en faveur des actionnaires. La gouvernance des entreprises sous l'influence de la finance est le principe de la valeur actionnariale* », observe aussi Michel Aglietta dans une vaste étude sur le thème « *Transformer le régime de croissance* » publiée début octobre. Résultat de cette financiarisation : un affaiblissement de l'accumulation nette du capital productif. Pour l'économiste, « *le capitalisme financiarisé a déployé un régime de croissance qui évolue sur une trajectoire insoutenable face aux défis de ce siècle* ». Et ce régime de croissance pose des problèmes plus profonds : montée des inégalités sociales, concentration de pouvoir et de richesse vers les plus favorisés et multiplication des rivalités géopolitiques. Le débat risque de durer et les leaders politiques vont se gratter longtemps la tête sur les moyens de remédier à ces deux dérives.

Éditorial dans lequel nous faisons le service après vente de « notre conseil du siècle ».

Remise en perspective.

Bruno Bertez 24 octobre 2018

La plupart des observateurs n'ont pas compris que nous étions en guerre, nous avons dépassé le stade de la guerre froide et nous sommes déjà dans la guerre tiède avec course aux armements. Les politiques monétaires à l'avenir seront des politiques de temps de guerre.

Les marchés ne manquent pas de sujets de préoccupation: la géopolitique, la hausse des taux , la contraction des liquidités, le budget Italien, les déséquilibres et les impasses chinoises, les signes de ralentissement de la croissance globale etc.

Je vous étonnerai si je disais que c'est tout cela qui cause la baisse des bourses, vous savez que j'affirme que c'est l'inverse, la baisse produit les causes de la baisse , tout comme la hausse produit les causes de la hausse. Quand le sentiment baissier est là, alors tout lui sert d'aliment; en sens inverse quand le sentiment haussier est là, rien ne l'affecte. La Bourse est un monde magique ou la parole c'est dire les narratives produisent le réel. Du moins dans le court terme bien sûr.

La baisse est comme disent les américains, « overdue », elle devait intervenir depuis longtemps, mais comme je l'ai écrit: on a joué les prolongations. On joue les prolongations depuis le début de 2018.

Les signes de la disparition de l'esprit de jeu, ce que les autorités appellent l'appétit pour le risque, ces signes sont apparus en janvier et février 2018 et depuis lors, on peut dire qu'un processus lent et complexe de dislocation de l'unanimité boursière a commencé. C'est ce que nous avons analysé sous le mot de « divergences ».

L'unanimité s'est rompue, les marchés ont commencé à diverger géographiquement mais les USA ont résisté. Ils ont même profité d'une dernière bouffée spéculative, les chants désespérés ne sont ils pas les plus beaux?

Notre pari a été de vous affirmer que cela ne saurait durer, après les divergences, en Bourse vient le temps des « réconciliations ». La réconciliation était selon nous inévitable c'est à dire que les marchés américains devaient plier. C'est ce qui est arrivé. Et pour confirmer notre diagnostic nous venons de recevoir une confirmation avec la chute des prix du pétrole. Le prix du pétrole est un bon indicateur, à condition de savoir le manier bien sûr.

Nous en sommes là: en phase de réconciliation.

Les marchés sont des ensembles et ces ensembles évoluent en fonction de cycles de mises en ordre et de cycles de remises en désordre ; au passage dans les mutations de cycle, des quantités importantes de ce que l'on peut appeler d'énergie sont libérées. Disons que tout cela a à voir avec le concept d'entropie; nous y reviendrons peut être un jour. Sachez pour ne pas vous tromper si vous voulez réfléchir à l'isomorphisme que je trace que l'ordre c'est quand chaque chose est à sa place, tandis que le désordre c'est quand tout bouge en même temps. L'ordre c'est quand on est sélectif, le désordre c'est quand tout est indifférent. Ce qui est bon et de qualité doit être dans la bonne case placée en haut, dans la rangée « qualité » et ce qui est mauvais doit être rangé dans la bonne case placée en bas, dans la rangée « pourriture ».

Les marchés américains ont plié et la tendance, la fameuse tendance magique, est cassée. Les moyennes mobiles longues ont été enfoncées et cela signifie que les gérants qui sont restés investis sur les marchés tant que le momentum était là, ces gérants doivent commencer à avoir peur. On dit que depuis le mois de février 2018, le Smart Money, les ultra riches, les professionnels, les banques, les fonds souverains, vendent aux mains faibles c'est à dire aux gogos, aux particuliers et aux institutions collectives qui gèrent leur argent. c'est en grande partie vrai.

Bien entendu tout est réversible !

Ni les hausses ni les baisses ne sont continues, n'oubliez jamais que la fonction des marchés est de faire en sorte que le maximum de gens soient séparés de leur argent. La fonction des marchés est une fonction de destruction. Tout ce qui est fixe et contractuel est une plaie économique; le fixe sur le variable c'est une anomalie. La vie est mouvement.

Regardez ce qui à été fait sur l'or et le pétrole: avant ils avaient un prix fixe eh bien on les a mis sur les marchés, on a en a fait des commodities pour baisser les gens. On reproduit ce que l'on a fait avec le facteur travail: on l' a transformé en commodity on a mis du variable à la place de ce qui, avant, était fixe. C'est si on veut un autre aspect de la marchandisation: **ce que**

certains appellent la fonction de découverte des prix par le marché, moi je l'inverse je dis que c'est la fonction de destruction des prix intenable.

Donc les marchés se sont créés pour tout rendre variable, même le fixe. Ainsi une dette c'est du fixe, du contractuel, mais si vous la cotez sur un marché alors son prix devient variable.

J'espère que vous avez compris, mais si ce n'est pas le cas, ce n'est pas grave, cela viendra plus tard. Donc là je reviens à l'essentiel qui est que la fonction des marchés est de tromper le maximum de gens; ce qui veut dire qu'ici la baisse ne sera pas linéaire, elle sera agrémentée de faux espoirs, de reprises-pièges. Le sens c'est la baisse, mais il faut que la baisse ne dégénère pas en chute libre, il faut entretenir l'incertitude, **il faut qu'à chaque fois il y ait autant d'imbéciles qui achètent que de gens intelligents qui vendent.**

Nous avons choisi de dire « pouce » et de décréter une fois pour toutes, dans ce cycle que nous ne jouons plus et c'est la raison pour laquelle nous avons pris le risque de publier en tout début d'août **notre conseil du siècle**: nous avons conseillé de tout vendre et surtout de ne plus rien regarder pour éviter les tentations.

Avec la baisse, les intervenants commencent à se poser les vraies questions, ou plutôt la vraie question: est ce que Powell aura le courage de tenir sa ligne de normalisation, son programme de hausse des taux et de réduction de la liquidité?

Est ce qu'il aura l'estomac de remettre le système là où il devrait être, les valeurs là où on les a laissées en 2009? Powell fera-t-il la purge, est il un destructionniste, veut il extirper tout ce qui est pourri et faux dans le système, veut il le « grand reset »?

La question est donc: Powell va t il persévérer quand les craquements seront visibles c'est dire après une baisse de plus de 20% puisque c'est le seuil fatidique?

De la réponse à cette question dépendra le cycle boursier.

Notre penchant est de répondre non, car Powell malgré les apparences n'est pas souverain, pas plus que Trump. C'est le réel qui commande, et le réel c'est la concurrence des systèmes, c'est le fait que l'homme soit un loup pour l'homme.

Les hommes ne font jamais que faire semblant de gérer ce qui les dépasse. Ce sont des tenants-lieux.

Powell a trouvé un système américain en conflit stratégique avec la Chine et la Russie et à un degré moindre avec les Européens.

Powell ne peut faire de la déflation une politique car si il le faisait les USA perdraient dans la compétition stratégique qui est engagée, ils se mettraient en état de faiblesse interne et externe. Il faut- c'est le « il faut » impératif de la Nécessité- il faut faire de la fuite en avant pour payer le beurre, les canons, les drones et les missiles. Il faut un surproduit considérable et ce surproduit ne peut être extrait que si on reprend, dans quelque temps l'inflationnisme. La printing press.

Donc notre réponse c'est: non Powell ne tiendra pas sa ligne, il cédera.

Il faudra être prêt.